

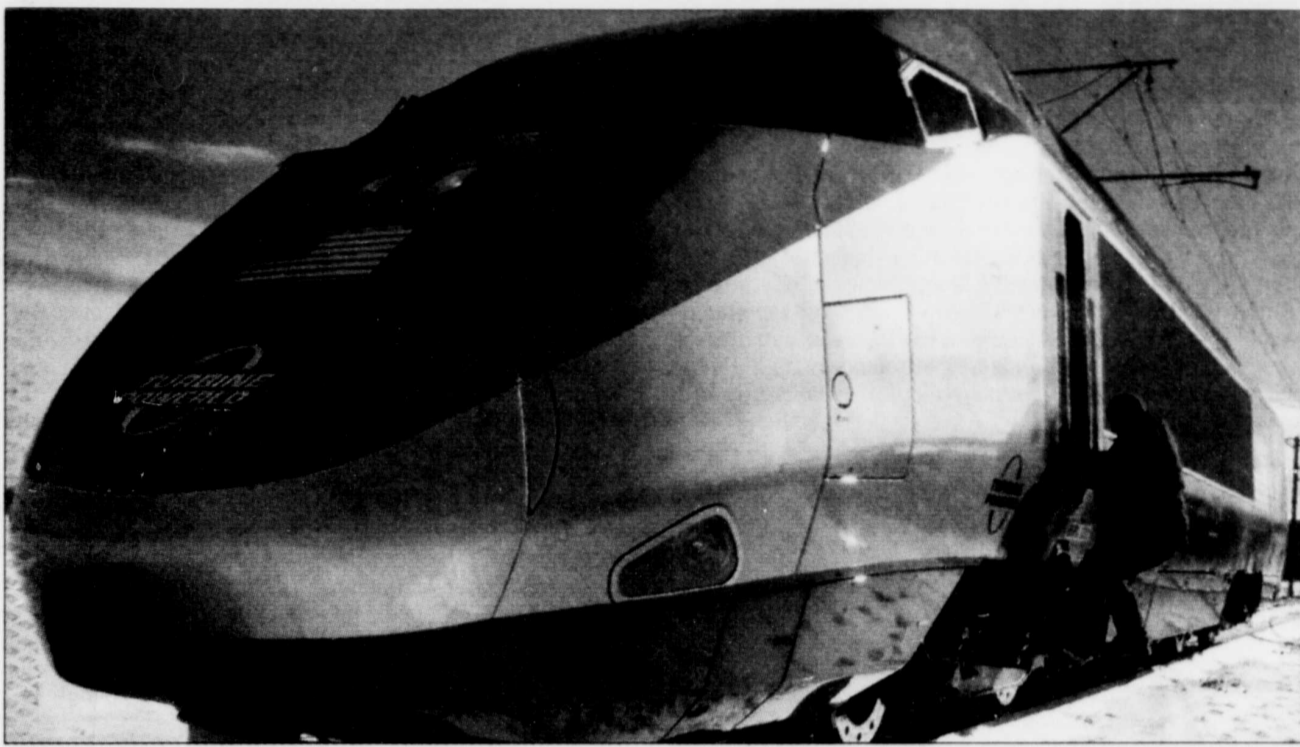
# ÉCONOMIE

DOLLAR	OR	NASDAQ	TORONTO	NEW YORK	PÉTROLE	
65,92 \$US +0,20	61,23 €euro +0,19	370,50 \$US +2,50	1323,79 +2,88	6593,68 +24,19	8109,82 +56,01	32,78 \$US -0,75



Le bioalimentaire québécois, chef de file du secteur manufacturier C 3  
Pettigrew songe à imposer une taxe sur l'exportation du bois d'œuvre C 3

## Le JetTrain à La Pocatière



Le JetTrain de Bombardier était à l'essai, hier, à La Pocatière, sous la gouverne du pilote Réal Sylvain. La plus récente locomotive à turbine développée aux États-Unis par le groupe était présentée pour la première fois au Canada. Par ailleurs, Bombardier Transport a annoncé hier une commande de 394 millions \$ en France. Les détails en C 3.

## La CODEM veut du temps

L'organisme de développement économique a un nouveau pdg, Charles Boulanger

ANNIE MORIN  
AMorin@lesoleil.com

■ La Corporation de développement économique métropolitain (CODEM) se donne un an pour établir ses priorités et trois pour les réaliser.

Éric Dupont, coprésident, faisait le point pour la première fois, hier, sur la naissance d'un géant du développement économique dans la région de Québec — Chaudière-Appalaches.

En entrevue au SOLEIL, dans les bureaux des Laboratoires Aeterna, il a insisté sur l'importance de bien intégrer ses quatre constituantes — la Société de promotion économique du Québec métropolitain (SPEQM), le Groupe d'action pour l'avancement technologique et industriel de la région de Québec — Chaudière-Appalaches (GATIQ), la Cité de l'optique et l'incubateur Émergence Entrepreneur —, de finaliser l'exercice de réflexion stratégique entamé depuis quelques mois déjà et de rédiger un plan triennal réaliste.

« Tout ne peut pas arriver la première année, c'est bien important de se rappeler ça », dit M. Dupont, cons-

cient des attentes qui pèsent sur la CODEM. Il s'empresse toutefois de préciser que le conseil d'administration est prêt à se soumettre au jugement populaire d'ici trois ans, « quand on aura eu le temps de travailler sur nos priorités ».

### PRIORITÉS

Ces priorités, ce sont le développement des filières économiques porteuses de la grande région de Québec — secteur manufacturier innovant, biotechnologies et technologies de l'information — et la prestation de services aux entrepreneurs. La CODEM s'occupera de la promotion, l'aide à l'exportation et la recherche d'investisseurs, l'organisation et l'accueil de missions, l'incubation, le

Voir CODEM en C 2 ►



Le nouveau pdg, Charles Boulanger, et le coprésident, Éric Dupont

### LA TRAGÉDIE DE « COLUMBIA »

## Les sous-traitants de la NASA sous pression

CHRISTOPHE VOGT  
Agence Franca-Presse

■ NEW YORK — Les actions des principaux sous-traitants de la navette spatiale comme Boeing et Lockheed-Martin étaient sous pression hier deux, jours après la destruction de *Columbia*, à cause des incertitudes qui planent sur la date de reprise des vols et sur l'ensemble du programme spatial de la NASA.

Toutefois, pour Boeing et Lockheed Martin, les deux géants de l'aéronautique et de la défense qui gèrent la navette au jour le jour, l'impact à court terme sera limité, ont souligné des analystes.

« Le programme de navette spatiale ne représente qu'une petite portion du chiffre d'affaires et du résultat des deux entreprises et, à court terme, il est peu probable que l'une ou l'autre enregistre

un impact financier à cause d'un arrêt temporaire des vols de navettes », a estimé Pierre Chao, analyste de la banque d'affaires Credit Suisse Boston.

« Nous voyons un impact immédiat limité, en raison de la nécessité de compléter la Station spatiale internationale et du manque d'options de remplacement rapide de la navette spatiale », ont renchéri les analystes de Deutsche Bank Securities.

Lundi, le président George W. Bush a promis que l'exploration de l'espace allait continuer.

Le programme de navette ne représente que 2 à 3% du chiffre d'affaires total des deux groupes et moins de 75 millions \$ par an de leur résultat, selon les estimations de Merrill Lynch et de Deutsche Bank.

Même en prenant en compte la Station spatiale internationale (ISS), qui dépend fortement de la navette pour le ravitaillement et les changements d'équipage, seuls quelque 4% du chiffre d'affaires de Boeing sont concernés, a précisé Pierre Chao.

M. Bush a affirmé à son homologue russe, Vladimir Poutine, que l'ISS était

Voir « COLUMBIA » en C 2 ►  
□ Avenir radieux... Page C 2

### HYDRO-QUÉBEC

## Le projet Landry quasi mort-né

Les syndicats sont contre la vente de 10% de la société d'État et le bureau du PM prend ses distances

FRANÇOIS POULIOT  
FPouliot@lesoleil.com

■ La vente de 10% du capital-actions d'Hydro-Québec à ses employés ne semble pas à la veille de se concrétiser. Les principaux syndicats de l'entreprise ont indiqué hier ne pas y être favorables et même le bureau du premier ministre a semblé vouloir prendre ses distances.

« Les chances que cela se produise ne sont pas tellement élevées. C'est une hypothèse qui est loin de l'application », a commenté le porte-parole du premier ministre Landry, Hubert Bolduc.

Dimanche, le premier ministre a indiqué au SOLEIL que le scénario était à l'étape d'une réflexion « de bon aloi ».

Le gouvernement du Québec semble à la recherche d'incitatifs qui pourraient lui permettre d'augmenter la productivité des employés d'Hydro et d'améliorer sa rentabilité. En juin, la mi-

nistre déléguée à l'Énergie, Rita Dionne Marsois, a invité Hydro à comparer ses coûts d'exploitation à ceux du privé. M. Bolduc a de son côté indiqué hier que le scénario de privatisation avait été amené par des fonctionnaires des finances lors de la préparation du budget. « Ils regardaient différentes solutions pour obtenir des entrées », a-t-il affirmé.

### SURPRISE

La nouvelle a été reçue avec surprise dans tous les milieux. Hydro-Québec a fait savoir que son président, André Caillé, avait pris connaissance du projet par le journal. « C'est une chose pour laquelle on ne nous a pas approchés. Nous avons constaté ce matin l'hypothèse évoquée par notre actionnaire », a indiqué Marc Brian Chamberland, porte-parole de la société d'État.

Les principaux syndicats d'Hydro-Québec n'ont pas tardé à se prononcer contre l'idée. « Nous sommes contre toute forme de privatisation d'Hydro-Québec, alors nous serions aussi

Voir LANDRY en C 2 ►

### ÉTATS-UNIS

## Quelque 600 milliards \$US de déficit en deux ans

Bush présente un budget de 2230 MM\$US

MARTIN CRUTSINGER  
Associated Press

■ WASHINGTON — Le président américain, George W. Bush, a envoyé hier au Congrès un projet de budget fortement déficitaire, s'élevant à 2230 milliards \$US (environ 3383 milliards \$CAN) et visant principalement à accélérer les baisses d'impôt pour relancer l'économie américaine, et à augmenter sensiblement les dépenses militaires et de sécurité intérieure.

« Le budget 2004 répond aux défis posés par les trois priorités nationales : gagner la guerre contre le terrorisme, assurer la sécurité intérieure et générer une croissance économique à long terme », a déclaré George W. Bush dans son message au Congrès.

Concernant les hausses des dépenses en matière de défense et de sécurité intérieure, il a estimé que « nous avons agi pour assurer la sûreté de la nation ». Le budget 2004 de la Défense (de 380 milliards de dollars) ne tient toutefois pas

compte des dépenses supplémentaires en cas d'une éventuelle intervention en Irak.

Bien que des centaines de programmes gouvernementaux aient subi des réductions draconiennes de leurs budgets, M. Bush estime qu'entre 2003 et 2008, le déficit totalisera 1080 milliards \$US, avec un déficit évalué à 304 milliards en 2003 et 307 milliards en 2004.

Le budget préparé par l'administration Bush pour l'année financière 2004, qui démarre le 1<sup>er</sup> octobre, donnera lieu à des mois de débats houleux au sein du Congrès. Les démocrates risquent en effet de critiquer sévèrement les réductions d'impôts qui, selon eux, portent atteinte aux retraites de la génération issue du *baby-boom* et aux programmes sociaux américains.

« Au lieu d'offrir à la nation un plan pour une prospérité économique à long terme, le budget de Bush nous accable, nous et nos enfants, de milliards de dollars de nouvelles dettes », a déclaré le sénateur démocrate Kent Conrad.

Voir ÉTATS-UNIS en C 2 ►

La facture de la possible guerre en Irak non incluse



Une merveille qui s'envolera vite!

IMPREZA  
Édition spéciale 2003

- 2.5 TS Sport facultative
- puissant moteur boxer à 4 cylindres de 2,5 litres, déployant 165 chevaux
- traction intégrale à prise constante Subaru
- roues en alliage d'aluminium
- phares antibrouillards halogènes
- superbe becquet arrière à la ligne de toit

à partir de 25 500\$  
transport et préparation inclus

Acadia

Autoroute de la Capitale,  
sortie Pierre-Bertrand  
681-6000

...et toutes les caractéristiques que vous appréciez de Subaru.

## ÉTATS-UNIS

Suite de la C 1

Dans sa présentation du budget, le président Bush met les déficits sur le compte d'une « récession et d'une guerre que nous n'avons pas choisies ». Il ajoute que son budget imposera « une discipline de dépense », notamment en restructurant les grands programmes gouvernementaux d'aide sociale en matière de santé (Medicare et Medicaid).

Le budget 2003, préparé avant le drame de la navette spatiale Columbia, augmentera en outre de 3% le budget de la NASA, qui s'élèvera désormais à 15,5 milliards de dollars, dont une hausse de 23,9% des dépenses consacrées aux navettes spatiales. Le budget du programme de navettes sera ainsi de 3,97 milliards en 2004, alors que le budget 2003 avait été réduit de 1,9% par rapport à l'année précédente et ne devrait être que de 3,21 milliards de dollars.

Dans son rapport sur la gestion du programme de navettes spatiales, l'administration Bush a estimé : « Les opérations de la navette sont bien gérées mais les investissements pour améliorer la navette souffrent d'une organisation inadéquate et d'une mauvaise gestion. »

## LANDRY

Suite de la C 1

contre celle-ci », a affirmé Charles Paradis, conseiller syndical coordonnateur des syndicats SCFP chez Hydro-Québec. Ces syndicats, qui regroupent les employés de métier, les technologues et les professionnels de bureau, représentent environ 15 500 des 19 000 salariés de la société.

M. Paradis estime que des mesures d'incitation au rendement sont déjà présentes dans les conventions collectives d'Hydro-Québec. « Une clause prévoit notamment le versement d'une prime d'un maximum de 3% du salaire de base lorsque différents objectifs d'entreprise sont atteints. Depuis deux ans, les primes ont été autour de 2,5% », a-t-il déclaré.

M. Paradis a soutenu qu'Hydro-Québec était la propriété de tous les Québécois et qu'il fallait aussi s'attarder à l'intérêt collectif. « Une privatisation nous transformerait en mercenaires. Nous sommes au service des gens. Si nous participons au capital, nous serons peut-être davantage tentés de regarder nos intérêts que ceux de la collectivité », a de son côté indiqué Jean-Marc Pelletier, porte-parole du syndicat des ingénieurs de la société d'état.

M. Pelletier estime que la dette du gouvernement du Québec ne serait par ailleurs que mar-

ginalement réduite si 10% du capital d'Hydro était privatisé.

Les experts ne sont pour l'instant pas en mesure de chiffrer avec précision combien vaut la société d'État. Aux livres (actif moins passif), sa valeur atteint 13,5 milliards \$. La vente d'un bloc d'actions de 10% pourrait donc représenter un gain de 1,4 milliard \$ pour le gouvernement du Québec, dont la dette atteint près de 105 milliards \$ (en incluant les régimes de retraite).

Les analystes expliquent que plusieurs modèles d'évaluation peuvent cependant être utilisés pour déterminer la valeur marchande d'une société d'électricité. « Le modèle du rendement du dividende est souvent utilisé dans le secteur, mais il y a plusieurs variables », a dit l'une d'elles sous le couvert de l'anonymat. Selon ce modèle, et un rendement de dividende comparable à celui versé par le secteur (4 ou 5%), Hydro vaudrait entre 11 et 13,8 milliards \$.

Selon d'autres modèles, la société pourrait valoir bien davantage. « En 1999 lors du projet de privatisation d'Hydro-Ontario, la société était évaluée à 17,2 milliards \$. Sa capacité de production est inférieure à celle d'Hydro-Québec et sa production repose sur des technologies moins intéressantes que celles d'Hydro-Québec (un tiers au nucléaire, un tiers au charbon) », a soutenu hier Pat Marchione. L'analyste de Canaccord Capital croit qu'Hydro-Québec pourrait plutôt valoir entre 19 et 21 milliards \$.

**Les experts ne sont pas en mesure de chiffrer la valeur d'Hydro**

## CODEM

Suite de la C 1

mentorat, le maillage et le réseautage. Son budget tourne autour de 4,5 millions \$.

Comment pourra-t-on mesurer le chemin parcouru ? M. Dupont explique qu'une série de paramètres seront recensés afin de quantifier l'activité économique dans la région de Québec. « Il n'y a pas un indicateur, mais plein d'indicateurs à regarder », dit-il, en citant notamment le nombre d'emplois, le nombre et la taille des entreprises ainsi que le montant des exportations. L'année 2003 servira d'année de référence et la région de Boston, de modèle.

## NOUVEAU PDG

Le coprésident de la CODEM était flanqué hier du nouvel homme fort de la CODEM, Charles Boulanger, choisi pour occuper le poste de président-directeur général. Celui-ci devrait officiellement occuper son poste à la mi-mars.

M. Dupont l'a présenté comme « un gestionnaire d'expérience, un champion de l'entreprise, exactement ce dont on avait besoin », tout en louangeant son expérience à l'international. Il a précisé qu'une soixantaine de candidats s'étaient manifestés pour le concours.

Natif et résident de Québec, diplômé de l'Université Laval en génie, M. Boulanger a lancé sa carrière chez Shell avant de travailler dans plusieurs petites entreprises environnementales, dont l'une qu'il avait lui-même fondée. Il était également l'associé de Tran Trieu Quan, en 1994, quand celui-ci s'est retrouvé dans une prison du Vietnam, après une transaction de coton qui a mal tourné.

Plus récemment, en 2000, M. Boulanger a piloté l'inscription en bourse de Prolab Technologies, un fabricant de lubrifiants et de produits chimiques de Black Lake. Jusqu'à la semaine dernière, il était associé chez Phénix Capital, une firme montréalaise spécialisée dans les conseils en financement pour les entreprises privées et ouvertes.

Fait à remarquer, M. Boulanger n'a jamais travaillé dans un organisme de développement économique. C'est donc l'esprit ouvert et les mains libres qu'il entre à la CODEM. Il n'est pas dépourvu d'idées pour autant, mais préfère attendre d'avoir rencontré le conseil d'administration et les employés avant de les verbaliser.

« J'ai toujours trouvé qu'on ne faisait pas suffisamment notre place sur la scène internationale et qu'on avait tendance à se voir en bon deuxième par rapport à Montréal », avance-t-il tout de même, en laissant entendre que cela pourrait bientôt changer.

## « COLUMBIA »

Suite de la C 1

« une collaboration essentielle dans laquelle nous sommes engagés et nous continuerons nos opérations », selon le porte-parole de la présidence américaine Ari Fleischer.

En 1996, Boeing et Lockheed Martin ont pris en charge la gestion au quotidien des navettes alors que la NASA tentait de faire de substantielles économies.

Après la destruction de Columbia samedi et de Challenger en 1986, il reste seulement trois navettes spatiales opérationnelles.

Boeing a cédé 1,52% à 31,11 \$ et Lockheed Martin 2,94% à 49,55 \$ à la bourse de New York hier.

Alliant Techsystems, dont la filiale Thiokol fabrique les propulseurs auxiliaires au mazout solide qui permettent à la navette de rejoindre l'espace, est plus vulnérable. La compagnie tire 17% de son chiffre d'affaires et environ 10% de son résultat d'exploitation du programme de navettes spatiales, selon les Merrill Lynch. L'action chutait de 11,7% à 48,02 \$.

## DES PERSPECTIVES INTÉRESSANTES

Sam Pearlstein, de la banque Wachovia, juge pourtant « que les sous-traitants ont des chances de tirer les mêmes revenus, voire des revenus plus élevés de la navette spatiale dans le futur proche », parce que la NASA pourrait avoir à dépenser plus d'argent pour améliorer la sécurité des navettes et les remettre à niveau techniquement.

Plusieurs analystes estiment également qu'à long terme, la catastrophe pourrait inciter la NASA à relancer son programme de remplacement de la navette spatiale, gelé ces dernières années faute de moyens.

« L'attention portée en ce moment aux vols habités pourrait pousser à une accélération (du développement d'une nouvelle génération de navettes spatiales) en fonction des conclusions sur la sécurité des navettes et des inquiétudes que suscite leur coût d'exploitation », pensent les analystes de Deutsche Bank.

Cai von Ruhmor, analyste chez SG Cowen, est plus prudent sur les ramifications à long terme de la catastrophe.

« À cause du coût prohibitif de la construction d'une nouvelle navette ou du développement d'un système spatial pouvant la remplacer, nous pensons que ces deux options sont peu probables et que la NASA va se concentrer sur des programmes non habités. »

## Avenir radieux pour les satellites non habités

LONGUEUIL (PC) — Les vols de navettes spatiales auront toujours leur place dans l'exploration de l'espace, mais l'Agence spatiale canadienne devrait mettre davantage l'accent sur les avantages des satellites non habités, estime l'ancien patron du programme spatial ukrainien.

Andrew Zhalko-Tytarenko, aujourd'hui cadre pour une compagnie de logiciels montréalaise, était au nombre des quelque 125 gens d'affaires réunis à Longueuil, en banlieue de Montréal, hier, pour une séance d'information de l'Agence spatiale canadienne sur des contrats à venir dans des domaines comme la technologie des satellites et la robotique.

Même si tous avaient en tête la récente tragédie de la navette Columbia, M. Zhalko-Tytarenko a estimé que l'accident ne devrait pas éclipser les innombrables progrès scientifiques et les applications de cette recherche ni le développement dans la vie de tous les jours.

Les vols spatiaux habités sont héroïques, a-t-il commenté en entrevue, mais nous devrions axer davantage sur la robotique, la recherche automatisée, qui complètera la recherche effectuée à l'aide de vaisseaux spatiaux habités.

L'entreprise de M. Zhalko-Tytarenko, Explorer Global, utilise les données recueillies au moyen d'observations de la Terre par satellite pour concevoir des logiciels de gestion des catastrophes naturelles. D'autres compagnies et agences gouvernementales se servent de ces données pour contrer la sécheresse en Afrique, ou améliorer le rendement de l'agriculture au Canada, par exemple.

## PAS D'IMPACT

Jean-Marc Chouinard, le dirigeant du bureau de commercialisation de l'Agence, a dit ne pas croire que la tragédie de la navette Columbia aura un impact direct sur les futurs contrats de recherche par satellite, parce que les lancements de satellites sont indépendants des missions qui impliqueront des navettes spatiales. La perte de Columbia ne dissuadera pas les entreprises, prévoit-il. D'ailleurs, les missions non habitées représentent 80% des activités de l'Agence.

## REER

Billet lié

DES REER POUR DES LENDEMAINS  
QUI JARDINENTPotentiel de rendement  
annuel composé de**8,95%\***

à la mi-terme

BILLET LIÉ À UN PORTEFEUILLE CANADIEN « BLUE CHIP » :  
SÉCURITÉ, CROISSANCE ET FLEXIBILITÉ.Lié à la performance d'un portefeuille de 20 titres  
canadiens de premier ordre (« Blue Chip »)

- Capital garanti à 100%\*
- Négociable avant l'échéance
- Potentiel de rendement illimité à l'échéance\*
- Aucuns frais de gestion

Également disponible auprès des conseillers en  
placement de la Financière Banque Nationale

1 888 TELNAT-1

www.bnc.ca


**BANQUE  
NATIONALE**

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

\*Le Billet lié à un portefeuille canadien « Blue Chip » (le « Billet ») est un placement à capital garanti remboursable à l'échéance. Le Billet vous offre un rendement illimité sur un terme de 7 ans. La Banque Nationale du Canada pourra, à son gré, racheter le Billet par anticipation 3,5 années après l'émission avec une prime de 35 % de ce qui représente, le cas échéant, un rendement annuel composé de 8,95 % et par conséquent l'investisseur pourrait ne pas participer pleinement à l'augmentation de la valeur du portefeuille de référence. La variation du portefeuille de référence, influera directement sur l'intérêt à payer. Il est donc possible qu'aucun intérêt ne soit versé. Vous pouvez obtenir plus d'information auprès de votre conseiller en succursale ou composer le 1 888 TELNAT-1.

## Le bioalimentaire du Québec a explosé

De 1998 à 2001, le secteur a crû deux fois plus vite que l'ensemble de l'économie

REJEAN LACOMBE  
RLacombe@lesoleil.com

Entre 1998 et 2001, le secteur bioalimentaire québécois a pris les bouchées doubles. Au cours de cette période, son taux de croissance de 2,5%, a été deux fois plus rapide que celui de l'ensemble de l'économie, qui atteint 1,2%.

Au cours de ces trois ans, toute l'industrie bioalimentaire s'est également imposée comme un important levier économique. Au chapitre des livraisons bioalimentaires, le taux de croissance annuel moyen a été de 4,6%.

En 2001, le Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), a atteint près de 13,8 milliards \$ comparativement à 13 milliards \$ en 1998.

Parallèlement à cette performance, la création d'emplois n'a pas fait défaut. Les spécialistes du MAPAQ calculent que 3700 emplois ont été créés au cours de cette période dans l'industrie de la transformation, des aliments, des boissons et du tabac.

Avec ses 70 000 emplois directs en 2001, ce secteur est devenu le premier employeur du domaine manufacturier québécois. La croissance annuelle moyenne, au cours de ces trois ans, a été de 1,9%. Cette industrie a généré en 2001 un chiffre d'affaires de 17,3 milliards \$, alors qu'il était de 16,3 milliards \$ l'année précédente, donnant ainsi un taux de croissance de 5,7%.

### LES EXPORTATIONS

Le secteur des exportations a été, au cours des dernières années, une des principales locomotives du bioalimentaire. De 1998 à 2001, son taux de croissance a été de 28%. Les produits bioalimentaires québécois ont fait leur niche un peu partout dans le monde.

Cet engouement a donc propulsé la valeur des expéditions québécoises de 2,6 milliards \$ en 1998 à 3,3 milliards \$ trois ans plus tard. Fait à noter, entre 2000 et 2001 la vente des produits québécois à l'étranger a progressé de 14,3%. Pendant ce temps, l'ensemble des exportations québécoises et canadiennes accusaient des baisses respectives de 4,5% et 2,4%.

En 2001, le Québec achetait à l'étranger pour 2,9 milliards \$ de produits comparativement à 2,6 milliards \$ un an plus tôt. Le Québec hérite donc de son plus important surplus commercial des dernières années. Il atteint 418 millions \$.

Ce sont les États-Unis qui sont le principal client de l'industrie québécoise.

Près des trois quarts, soit 74,3%, de la production prend la route du sud, ce qui représente en 2001 une valeur de 2,5 milliards \$, soit une hausse de 15% sur l'année précédente, où la valeur des exportations atteignait 2,1 milliards \$.

### Avec ses 70 000 emplois directs en 2001, le bioalimentaire est devenu le premier employeur du domaine manufacturier

Les produits québécois n'ont pas eu le même intérêt pour l'Union européenne. Les expéditions du Québec ont chuté de 12,9% entre 2000 et 2001. Au total, c'est seulement 187 millions \$ de produits qui ont pris la direction des pays européens, alors que le Québec en importait 838 millions \$, laissant un solde négatif de 651 millions \$. Il s'agit en fait des plus faibles exportations québécoises en direction de l'Europe des trois années concernées.

Le Japon se retrouve ainsi le deuxième client du Québec, avec des importations atteignant près de 220 millions \$.

### À CAUSE DES VIANDES

De tous les produits québécois, les importateurs affectionnent beaucoup les viandes. Entre 1998 et 2001, les ventes de viande ovine ont progressé de 230%, celles de la viande bovine de 94% et celles du porc de 76%. L'exportation de petits fruits transformés a progressé de 85%, tandis que les ventes de miel augmentaient de 65%, les légumes transformés de 54%, les œufs de consommation de 49%, les légumes frais de 48% et celles de la volaille de 46%.

Le secteur agricole a largement contribué à la bonne santé du bioalimentaire. Au cours des trois années concernées, il a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 7%, comparativement à 3,9% pour celui de l'ensemble de l'économie du Québec.

Il en va de même des dépenses en immobilisations du sous-secteur du commerce au détail alimentaire. Elles ont augmenté de 22,3% de 1998 à 2001. Elles sont sept fois plus élevées que le taux de croissance de l'ensemble de l'économie, qui est de 3%.

### BOMBARDIER

## Commande française de 394 M\$

MONTRÉAL (PC) — Bombardier Transport a reçu de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) une nouvelle commande de 73 Autorails Grande Capacité (AGC), d'une valeur de quelque 394 millions \$, a fait savoir hier la société montréalaise.

Les rames devraient être livrées entre novembre 2006 et novembre 2007, a ajouté par voie de communiqué le constructeur, précisant qu'il produirait les AGC à son usine française de Crespin, dans le département du Nord.

Cette commande fait suite au marché passé avec la SNCF, en décembre 2001, qui porte sur la fourniture de 500 rames AGC. Dès cette date, une première tranche de 192 AGC avait été signée. La commande supplémentaire porte à 265 rames le nombre des AGC faisant l'objet de commandes fermes de la SNCF.

« Cette annonce vient confirmer la montée en puissance du contrat AGC signé en décembre 2001. Bombardier est fier de la confiance que lui témoigne une nouvelle fois la SNCF », a affirmé Jac-

ques Lamotte, vice-président exécutif chez SNC-Lavalin.

L'AGC est disponible en plusieurs versions, la capacité des trains pouvant varier de 160 à 220 places, selon le nombre de caisses. La motorisation peut être de type diesel, électrique ou encore hybride (diesel et électrique). L'AGC peut circuler à une vitesse de 160 km/h.

En France, Bombardier Transport, filiale de Bombardier Inc., développe ses activités à partir de l'usine de Crespin (plus de 1800 employés). Sur le marché français, le constructeur participe à l'ensemble des programmes de TGV et développe une large gamme de produits destinés aux transports publics, notamment ceux de Paris, Strasbourg, Nantes, Saint-Étienne, Caen et Nancy.

## SNC-Lavalin achète au Texas

HOUSTON (PC) — Le groupe d'ingénierie et de construction SNC-Lavalin a fait l'acquisition de GDS Engineers, une société d'ingénierie établie à Houston, au Texas, comptant 500 employés et générant des revenus annuels d'environ 50 millions \$, a-t-il fait savoir lundi.

Les clauses financières de la transaction n'ont pas été rendues publiques.

GDS Engineers offre ses services dans les secteurs du raffinage et des industries chimiques et pétrochimiques. Ces services comprennent les études techniques détaillées, l'approvisionnement et la gestion de la construction.

« Avec nos activités de Houston, cette acquisition nous assure une présence vitale et importante au cœur du secteur du pétrole et des produits chimiques des États-Unis », a déclaré par voie de communiqué Krish Krishnamoorthy, vice-président directeur en charge du secteur

des produits chimiques et du pétrole chez SNC-Lavalin.

« Cette acquisition concorde avec notre stratégie qui consiste à faire de Houston une plaque tournante pour notre clientèle et un point central de nos activités mondiales dans le domaine du pétrole et du gaz », a-t-il ajouté.

### GDS ENGINEERS

Fondée à Houston, au début des années 1950, la société GDS Engineers, qui gère ses activités à partir de bureaux à Houston, Texas City et Baytown, au Texas, détient plusieurs contrats de service avec de grandes sociétés pétrolières et gazières.

SNC-Lavalin est l'un des plus importants groupes d'ingénierie et de construction au monde. La société emploie plus de 15 000 personnes au Canada, aux États-Unis et dans une trentaine d'autres pays partout au monde.



Pierre Pettigrew est à Washington.

### BOIS D'ŒUVRE

## Pettigrew songe à imposer une taxe

OTTAWA (PC) — Le ministre du Commerce international Pierre Pettigrew envisage d'accepter des taxes sur l'exportation du bois d'œuvre canadien afin d'offrir un répit temporaire à la longue dispute qui sévit entre le Canada et les États-Unis. « Je pourrais accepter, même si cela ne m'enchant pas », a indiqué M. Pettigrew à la sortie de la Chambre des communes, hier.

Il a insisté sur le fait que toute taxe sur l'exportation imposée par Ottawa ne serait qu'une mesure temporaire. Le but ultime du Canada est d'arriver à un libre-échange pour l'industrie du bois d'œuvre.

### ENCORE DEUX ANS

Le ministre n'acceptera pas d'abandonner la longue lutte que le Canada mène auprès de l'ALENA et de l'OMC pour faire abolir les taxes imposées par les États-Unis sur le bois d'œuvre. « Nous sommes très contents des résultats que nous avons déjà eus », a déclaré M. Pettigrew. Cependant, il a reconnu qu'il faudrait attendre encore deux ans avant de conclure cette affaire.

Des syndicats en foresterie de la Colombie-Britannique, des entreprises et des politiciens souhaitent une solution immédiate à cette crise. Ils suggèrent qu'Ottawa lève ses propres taxes d'exportation et qu'en échange, les Américains abandonnent les taxes qu'ils ont imposées sur le bois d'œuvre.

Hier, le ministre du Commerce international se préparait à partir pour Washington où il prononcera un discours devant la Chambre de commerce des États-Unis et rencontrera des représentants américains, dont le secrétaire du Commerce, Donald Evans.

### INDIANA

## Canam Manac ferme une usine

134 employés font les frais de la restructuration des activités de production

POINT OF ROCKS, Maryland (PC) — Canam Steel Corporation, filiale à part entière de la société québécoise Groupe Canam Manac inc., a annoncé hier la fermeture de son usine de poutrelles d'acier de Lafayette, dans l'Indiana, et la mise à pied de 134 employés.

L'entreprise, qui a expliqué vouloir desservir plus efficacement le marché de la poutrelle d'acier du Midwest américain, entend concentrer ses activités de production à ses usines de Columbus (Ohio) et Washington (Missouri).

L'usine de Lafayette fermera ses portes le 4 avril. Toutefois, la production y a cessé hier.

« La baisse des commandes découlant du ralentissement économique actuel, combinée à la surcapacité de production dans la région du Midwest expliquent cette décision. De plus, les deux autres usines de Canam Steel Corporation sont les plus modernes de la compagnie dans la région », a indiqué le Groupe Canam Manac par voie de communiqué.

Canam Steel Corporation, dont le siège social est situé à Point of Rocks, dans le Maryland, est le deuxième plus important producteur de solives métalliques aux États-Unis. La société avait fait l'acquisition de l'usine de Lafayette, en 1988, de Steel Joist of Indiana, Inc.

Le Groupe Canam Manac, qui a son siège social à Saint-Georges, en Beauce, est une société industrielle spécialisée dans la fabrication de composantes métalliques, de semi-remorques et d'équipements forestiers. L'entreprise, dont les ventes ont atteint plus de 1 milliard \$ en 2001, exploite 21 usines au Canada, aux États-Unis, au Mexique et en France. Elle emploie près de 5000 personnes.

L'entreprise exploite 21 usines et emploie 5000 personnes

## Michel Desbiens déménage chez Quebecor World

L'imprimeur déclare un bénéfice plus faible que prévu

MARIE TISON  
Presse Canadienne

MONTRÉAL (PC) — L'ancien président et chef de la direction de Donohue, Michel Desbiens, est devenu le chef de la direction de Quebecor World.

Il a invité celui qui l'avait épaulé à la tête de la société de pâtes et papiers, Claude Hélie, à le rejoindre en tant que chef de la direction financière de Quebecor World.

M. Hélie avait été vice-président et chef de la direction financière de Donohue, une filiale de Quebecor, jusqu'à sa vente à Abitibi-consolidated, en 2000. Il était depuis vice-président exécutif et chef de la direction financière de Quebecor.

« Michel Desbiens et Claude Hélie ont formé une équipe hautement considérée lorsqu'ils orchestrèrent la fantastique croissance de Donohue, a commenté le président du conseil d'administration de Quebecor World, Brian Mulroney, dans un communiqué émis hier. La réunion de leurs talents permettra à Quebecor World de poursuivre sa croissance et d'offrir à tous nos actionnaires un rendement supérieur. »

C'est en novembre dernier que Quebecor World a annoncé le départ de M. Cavell et du vice-président exécutif et chef de la direction financière, Christian Paupe. L'entreprise avait alors donné un bon signal sur ses intentions, en



Michel Desbiens arrive de Donohue.

nommant M. Desbiens au poste nouvellement créé de chef de la direction aux opérations internationales. M. Cavell a accepté de demeurer au sein de Quebecor World en tant que vice-président du conseil d'administration.

### RÉSULTATS

Quebecor World a fait cette annonce hier alors même qu'elle rendait publics des résultats positifs pour le quatrième trimestre et l'ensemble de l'exercice 2002.

Tel que prévu par la direction, l'entreprise avait enregistré une baisse des revenus et des bénéfices au cours de la première moitié de l'exercice 2002.

Les choses se sont toutefois améliorées au cours des derniers six mois, notamment au quatrième trimestre.

Par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, les revenus ont augmenté de 5%, passant de 1,6 milliard \$ à 1,7 milliard \$.

Les dépenses de réorganisation, qui avaient été de 270 millions \$ au quatrième trimestre de 2001, se sont limitées à 19,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2002.

Ce dernier montant comprend des coûts liés à la réduction d'effectifs, une réduction annoncée en début d'exercice, et la radiation d'un investissement dans une entreprise de reproduction de céderoms dans l'État de Washington, Q-Media.

Ainsi, la perte nette de 154,1 millions \$ au quatrième trimestre de 2001 s'est transformée en bénéfice net de 70,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2002.

Pour l'ensemble de l'exercice, les revenus de Quebecor World ont diminué de 1%, passant de 6,3 milliards \$ à 6,2 milliards \$.

Le bénéfice net a cependant décollé, passant de 22,4 millions \$ à 27,3 millions \$, soit 1,76 \$ par action.

« Ces résultats ont été obtenus malgré la tension exercée sur les prix par la conjoncture défavorable et la capacité de production excédentaire de l'industrie, a déclaré M. Cavell par voie de communiqué. Nous nous attendons à ce que ces conditions se maintiennent en 2003, ce qui nécessitera de maintenir l'accent sur la compression des coûts. »

L'action de Quebecor World a perdu 0,32 \$ hier pour clôturer à 35,78 \$.

### Athlete's Foot débarque

MONTRÉAL — Le plus grand détaillant franchiseur de la chaussure athlétique au monde, Athlete's Foot, annonce son arrivée au Canada. Le groupe d'Atlanta ouvrira cinq magasins à Calgary, dès le printemps, et planifie de s'installer au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Athlete's Foot possède 700 magasins dans 40 pays. (PC)

# 3 FOIS RIEN

0\$ paiement avant un an  
0\$ paiement pendant trois mois et 0% d'intérêt  
Partez sans payer en location

VENTURE 2003	Comptant	Mensualités*
	0\$	336\$
	1735\$	299\$
	3679\$	258\$

\* Location 48 mois ou 90 000 km. Transport et préparation inclus. Taxes en sus.

## MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)  
688-1212

Département des ventes OUVERT du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h.



### AVIS DE NOMINATION

Le président de GPC Canada, James Roche, est heureux d'annoncer trois nominations à son bureau de Montréal. Patrice Ryan est nommé au poste de vice-président et directeur général des bureaux de GPC au Québec. GPC annonce également la promotion de Paule Genest, au poste de vice-présidente associée. Enfin, GPC salue le retour de Ronald Veilleux à titre de conseiller principal.

Pour M. Ryan, il s'agit d'un second début, puisqu'il avait entrepris avec GPC sa carrière en affaires publiques. M. Ryan a par la suite bonifié son expérience dans le secteur, agissant à titre de gestionnaire de comptes au sein d'une autre firme et, plus tard, à titre de directeur du département d'affaires publiques chez Bombardier Aéronautique.

Mme Genest dirige la pratique des Communications de GPC au Québec. Avant de se joindre à GPC, elle a dirigé sa propre agence de relations publiques, co-fondé l'événement de réputation internationale d'art pyro-musical en Outaouais et a été directrice des communications chez Réno-Dépot.

Ronald Veilleux effectue lui aussi un retour chez GPC, dont il a été président pour le Canada entre 1999 et 2000. Il avait également dirigé le bureau d'Ottawa de GPC entre 1998 et 2000. Il apporte à notre équipe plus de trente années d'expérience comme cadre supérieur tant dans le secteur privé qu'au sein du gouvernement fédéral.

GPC International est une entreprise de consultation stratégique en affaires publiques et en communication d'envergure mondiale exploitant un réseau de 78 bureaux — qui lui appartiennent en propre ou qui lui sont affiliés — dans une vingtaine de pays. GPC et Fleishman-Hillard, son partenaire, sont des leaders qui savent obtenir les résultats auxquels s'attendent leurs clients. Au Canada, GPC est le cabinet par excellence en affaires publiques et en communication, comptant plus de 125 employés à l'œuvre dans huit bureaux partout au pays.

GPC International 2001, rue University, bureau 1900  
Montréal, QC H3A 2A6 Tél. : (514) 282-1100

## ÉTATS-UNIS

Suite de la C 1

Dans sa présentation du budget, le président Bush met les déficits sur le compte d'une «récession et d'une guerre que nous n'avons pas choisies». Il ajoute que son budget imposera «une discipline de dépense», notamment en restructurant les grands programmes gouvernementaux d'aide sociale en matière de santé (Medicare et Medicaid).

Le budget 2003, préparé avant le drame de la navette spatiale Columbia, augmentera en outre de 3% le budget de la NASA, qui s'élèvera désormais à 15,5 milliards de dollars, dont une hausse de 23,9% des dépenses consacrées aux navettes spatiales. Le budget du programme de navettes sera ainsi de 3,97 milliards en 2004, alors que le budget 2003 avait été réduit de 1,9% par rapport à l'année précédente et ne devrait être que de 3,21 milliards de dollars.

Dans son rapport sur la gestion du programme de navettes spatiales, l'administration Bush a estimé: «Les opérations de la navette sont bien gérées mais les investissements pour améliorer la navette souffrent d'une organisation inadéquate et d'une mauvaise gestion.»

## LANDRY

Suite de la C 1

contre celle-ci», a affirmé Charles Paradis, conseiller syndical coordonnateur des syndicats SCFP chez Hydro-Québec. Ces syndicats, qui regroupent les employés de métier, les technologues et les professionnels de bureau, représentent environ 15 500 des 19 000 salariés de la société.

M. Paradis estime que des mesures d'incitation au rendement sont déjà présentes dans les conventions collectives d'Hydro-Québec. «Une clause prévoit notamment le versement d'une prime d'un maximum de 3% du salaire de base lorsque différents objectifs d'entreprise sont atteints. Depuis deux ans, les primes ont été autour de 2,5%», a-t-il déclaré.

M. Paradis a soutenu qu'Hydro-Québec était la propriété de tous les Québécois et qu'il fallait aussi s'attarder à l'intérêt collectif. «Une privatisation nous transformerait en mercenaires. Nous sommes au service des gens. Si nous participons au capital, nous serons peut-être davantage tentés de regarder nos intérêts que ceux de la collectivité», a de son côté indiqué Jean-Marc Pelletier, porte-parole du syndicat des ingénieurs de la société d'état.

M. Pelletier estime que la dette du gouvernement du Québec ne serait par ailleurs que mar-

ginalement réduite si 10% du capital d'Hydro était privatisé.

Les experts ne sont pour l'instant pas en mesure de chiffrer avec précision combien vaut la société d'état. Aux livres (actif moins passif), sa valeur atteint 13,5 milliards \$. La vente d'un bloc d'actions de 10% pourrait donc représenter un gain de 1,4 milliard \$ pour le gouvernement du Québec, dont la dette atteint près de 105 milliards \$ (en incluant les régimes de retraite).

**Les experts ne sont pas en mesure de chiffrer la valeur d'Hydro**

Les analystes expliquent que plusieurs modèles d'évaluation peuvent cependant être utilisés pour déterminer la valeur marchande d'une société d'électricité. «Le modèle du rendement du dividende est souvent utilisé dans le secteur, mais il y a plusieurs variables», a dit l'une d'elles sous le couvert de l'anonymat. Selon ce modèle, et un rendement de dividende comparable à celui versé par le secteur (4 ou 5%), Hydro vaudrait entre 11 et 13,8 milliards \$.

Selon d'autres modèles, la société pourrait valoir bien davantage. «En 1999 lors du projet de privatisation d'Hydro-Ontario, la société était évaluée à 17,2 milliards \$. Sa capacité de production est inférieure à celle d'Hydro-Québec et sa production repose sur des technologies moins intéressantes que celles d'Hydro-Québec (un tiers au nucléaire, un tiers au charbon)», a soutenu hier Pat Marchione, l'analyste de Canaccord Capital croit qu'Hydro-Québec pourrait plutôt valoir entre 19 et 21 milliards \$.

## CODEM

Suite de la C 1

mentorat, le maillage et le réseautage. Son budget tourne autour de 4,5 millions \$.

Comment pourra-t-on mesurer le chemin parcouru? M. Dupont explique qu'une série de paramètres seront recensés afin de quantifier l'activité économique dans la région de Québec. «Il n'y a pas un indicateur, mais plein d'indicateurs à regarder», dit-il, en citant notamment le nombre d'emplois, le nombre et la taille des entreprises ainsi que le montant des exportations. L'année 2003 servira d'année de référence et la région de Boston, de modèle.

## NOUVEAU PDG

Le coprésident de la CODEM était flanqué hier du nouvel homme fort de la CODEM, Charles Boulanger, choisi pour occuper le poste de président-directeur général. Celui-ci devrait officiellement occuper son poste à la mi-mars.

M. Dupont l'a présenté comme «un gestionnaire d'expérience, un champion de l'entreprise, exactement ce dont on avait besoin», tout en louangeant son expérience à l'international. Il a précisé qu'une soixantaine de candidats s'étaient manifestés pour le concours.

Natif et résident de Québec, diplômé de l'Université Laval en génie, M. Boulanger a lancé sa carrière chez Shell avant de travailler dans plusieurs petites entreprises environnementales, dont l'une qu'il avait lui-même fondée. Il était également l'associé de Trần Triêu Quân, en 1994, quand celui-ci s'est retrouvé dans une prison du Vietnam, après une transaction de coton qui a mal tourné.

Plus récemment, en 2000, M. Boulanger a piloté l'inscription en bourse de ProLab Technologies, un fabricant de lubrifiants et de produits chimiques de Black Lake. Jusqu'à la semaine dernière, il était associé chez Phénix Capital, une firme montréalaise spécialisée dans les conseils en finance pour les entreprises privées et ouvertes.

Fait à remarquer, M. Boulanger n'a jamais travaillé dans un organisme de développement économique. C'est donc l'esprit ouvert et les mains libres qu'il entre à la CODEM. Il n'est pas dépourvu d'idées pour autant, mais préfère attendre d'avoir rencontré le conseil d'administration et les employés avant de les verbaliser.

«J'ai toujours trouvé qu'on ne faisait pas suffisamment notre place sur la scène internationale et qu'on avait tendance à se voir en bon deuxième par rapport à Montréal», avance-t-il tout de même, en laissant entendre que cela pourrait bientôt changer.

## «COLUMBIA»

Suite de la C 1

«une collaboration essentielle dans laquelle nous sommes engagés et nous continuerons nos opérations», selon le porte-parole de la présidence américaine Ari Fleischer.

En 1996, Boeing et Lockheed Martin ont pris en charge la gestion au quotidien des navettes alors que la NASA tentait de faire de substantielles économies.

Après la destruction de Columbia samedi et de Challenger en 1986, il reste seulement trois navettes spatiales opérationnelles.

Boeing a cédé 1,52% à 31,11 \$ et Lockheed Martin 2,94% à 49,55 \$ à la bourse de New York hier.

Alliant Techsystems, dont la filiale Thiokol fabrique les propulseurs auxiliaires au mazout solide qui permettent à la navette de rejoindre l'espace, est plus vulnérable. La compagnie tire 17% de son chiffre d'affaires et environ 10% de son résultat d'exploitation du programme de navettes spatiales, selon les Merrill Lynch. L'action chutait de 11,7% à 48,02 \$.

## DES PERSPECTIVES INTÉRESSANTES

Sam Pearlstein, de la banque Wachovia, juge pourtant «que les sous-traitants ont des chances de tirer les mêmes revenus, voire des revenus plus élevés de la navette spatiale dans le futur proche», parce que la NASA pourrait avoir à dépenser plus d'argent pour améliorer la sécurité des navettes et les remettre à niveau techniquement.

Plusieurs analystes estiment également qu'à long terme, la catastrophe pourrait inciter la NASA à relancer son programme de remplacement de la navette spatiale, gelé ces dernières années faute de moyens.

«L'attention portée en ce moment aux vols habités pourrait pousser à une accélération (du développement d'une nouvelle génération de navettes spatiales) en fonction des conclusions sur la sécurité des navettes et des inquiétudes que suscite leur coût d'exploitation», pensent les analystes de Deutsche Bank.

Cai von Ruhmor, analyste chez SG Cowen, est plus prudent sur les ramifications à long terme de la catastrophe.

«À cause du coût prohibitif de la construction d'une nouvelle navette ou du développement d'un système spatial pouvant la remplacer, nous pensons que ces deux options sont peu probables et que la NASA va se concentrer sur des programmes non habités.»

## Avenir radieux pour les satellites non habités

LONGUEUIL (PC) — Les vols de navettes spatiales auront toujours leur place dans l'exploration de l'espace, mais l'Agence spatiale canadienne devrait mettre davantage l'accent sur les avantages des satellites non habités, estime l'ancien patron du programme spatial ukrainien.

Andrew Zhalko-Tytarenko, aujourd'hui cadre pour une compagnie de logiciels montréalaise, était au nombre des quelque 125 gens d'affaires réunis à Longueuil, en banlieue de Montréal, hier, pour une séance d'information de l'Agence spatiale canadienne sur des contrats à venir dans des domaines comme la technologie des satellites et la robotique.

Même si tous avaient en tête la récente tragédie de la navette Columbia, M. Zhalko-Tytarenko a estimé que l'accident ne devrait pas éclipser les innombrables progrès scientifiques et les applications de cette recherche ni le développement dans la vie de tous les jours.

Les vols spatiaux habités sont héroïques, a-t-il commenté en entrevue, mais nous devrions axer davantage sur la robotique, la recherche automatisée, qui complètera la recherche effectuée à l'aide de vaisseaux spatiaux habités.

L'entreprise de M. Zhalko-Tytarenko, Explorer Global, utilise les données recueillies au moyen d'observations de la Terre par satellite pour concevoir des logiciels de gestion des catastrophes naturelles. D'autres compagnies et agences gouvernementales se servent de ces données pour contrer la sécheresse en Afrique, ou améliorer le rendement de l'agriculture au Canada, par exemple.

## PAS D'IMPACT

Jean-Marc Chouinard, le dirigeant du bureau de commercialisation de l'Agence, a dit ne pas croire que la tragédie de la navette Columbia aura un impact direct sur les futurs contrats de recherche par satellite, parce que les lancements de satellites sont indépendants des missions qui impliqueront des navettes spatiales. La perte de Columbia ne dissuadera pas les entreprises, prévoit-il. D'ailleurs, les missions non habitées représentent 80% des activités de l'agence.

## REER

Billet lié



## DES REER POUR DES LENDEMAINS QUI JARDINENT

Potentiel de rendement annuel composé de

**8,95%\***

à la mi-terme

BILLET LIÉ À UN PORTEFEUILLE CANADIEN «BLUE CHIP»: SÉCURITÉ, CROISSANCE ET FLEXIBILITÉ.

Lié à la performance d'un portefeuille de 20 titres canadiens de premier ordre («Blue Chip»)

- Capital garanti à 100%\*
- Négociable avant l'échéance
- Potentiel de rendement illimité à l'échéance\*
- Aucuns frais de gestion

Également disponible auprès des conseillers en placement de la Financière Banque Nationale

1 888 TELNAT-1

www.bnc.ca

**BANQUE NATIONALE**

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

\*Le Billet lié à un portefeuille canadien «Blue Chip» (le «Billet») est un placement à capital garanti remboursable à l'échéance. Le Billet offre un rendement illimité sur un terme de 7 ans. La Banque Nationale du Canada pourra, à son gré, racheter le Billet par anticipation 3,5 années après l'émission avec une prime de 35% ce qui représente, le cas échéant, un rendement annuel composé de 8,95% et par conséquent l'investisseur pourrait ne pas participer pleinement à l'augmentation de la valeur du portefeuille de référence. La variation du portefeuille de référence, influera directement sur l'intérêt à payer. Il est donc possible qu'aucun intérêt ne soit versé. Vous pouvez obtenir plus d'information auprès de votre conseiller en succursale ou composer le 1 888 TELNAT-1.

## Le bioalimentaire du Québec a explosé

De 1998 à 2001, le secteur a crû deux fois plus vite que l'ensemble de l'économie

REJEAN LACOMBE  
RLacombe@lesoleil.com

Entre 1998 et 2001, le secteur bioalimentaire québécois a pris les bouchées doubles. Au cours de cette période, son taux de croissance de 2,5%, a été deux fois plus rapide que celui de l'ensemble de l'économie, qui atteint 1,2%.

Au cours de ces trois ans, toute l'industrie bioalimentaire s'est également imposée comme un important levier économique. Au chapitre des livraisons bioalimentaires, le taux de croissance annuel moyen a été de 4,6%.

En 2001, le *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec* du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), a atteint près de 13,8 milliards \$ comparativement à 13 milliards \$ en 1998.

Parallèlement à cette performance, la création d'emplois n'a pas fait défaut. Les spécialistes du MAPAQ calculent que 3700 emplois ont été créés au cours de cette période dans l'industrie de la transformation, des aliments, des boissons et du tabac.

Avec ses 70 000 emplois directs en 2001, ce secteur est devenu le premier employeur du domaine manufacturier québécois. La croissance annuelle moyenne, au cours de ces trois ans, a été de 1,9%. Cette industrie a généré en 2001 un chiffre d'affaires de 17,3 milliards \$, alors qu'il était de 16,3 milliards \$ l'année précédente, donnant ainsi un taux de croissance de 5,7%.

### LES EXPORTATIONS

Le secteur des exportations a été, au cours des dernières années, une des principales locomotives du bioalimentaire. De 1998 à 2001, son taux de croissance a été de 28%. Les produits bioalimentaires québécois ont fait leur niche un peu partout dans le monde.

Cet engouement a donc propulsé la valeur des expéditions québécoises de 2,6 milliards \$ en 1998 à 3,3 milliards \$ trois ans plus tard. Fait à noter, entre 2000 et 2001 la vente des produits québécois à l'étranger a progressé de 14,3%. Pendant ce temps, l'ensemble des exportations québécoises et canadiennes accusaient des baisses respectives de 4,5% et 2,4%.

En 2001, le Québec achetait à l'étranger pour 2,9 milliards \$ de produits comparativement à 2,6 milliards \$ un an plus tôt. Le Québec hérite donc de son plus important surplus commercial des dernières années. Il atteint 418 millions \$.

Ce sont les États-Unis qui sont le principal client de l'industrie québécoise.

Près des trois quarts, soit 74,3%, de la production prend la route du sud, ce qui représente en 2001 une valeur de 2,5 milliards \$, soit une hausse de 15% sur l'année précédente, où la valeur des exportations atteignait 2,1 milliards \$.

### Avec ses 70 000 emplois directs en 2001, le bioalimentaire est devenu le premier employeur du domaine manufacturier

Les produits québécois n'ont pas eu le même intérêt pour l'Union européenne. Les expéditions du Québec ont chuté de 12,9% entre 2000 et 2001. Au total, c'est seulement 187 millions \$ de produits qui ont pris la direction des pays européens, alors que le Québec en importait 838 millions \$, laissant un solde négatif de 651 millions \$. Il s'agit en fait des plus faibles exportations québécoises en direction de l'Europe des trois années concernées.

Le Japon se retrouve ainsi le deuxième client du Québec, avec des importations atteignant près de 220 millions \$.

### À CAUSE DES VIANDES

De tous les produits québécois, les importateurs affectionnent beaucoup les viandes. Entre 1998 et 2001, les ventes de viande ovine ont progressé de 230%, celles de la viande bovine de 94% et celles du porc de 76%. L'exportation de petits fruits transformés a progressé de 85%, tandis que les ventes de miel augmentaient de 65%, les légumes transformés de 54%, les œufs de consommation de 49%, les légumes frais de 48% et celles de la volaille de 46%.

Le secteur agricole a largement contribué à la bonne santé du bioalimentaire. Au cours des trois années concernées, il a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 7%, comparativement à 3,9% pour celui de l'ensemble de l'économie du Québec.

Il en va de même des dépenses en immobilisations du sous-secteur du commerce au détail alimentaire. Elles ont augmenté de 22,3% de 1998 à 2001. Elles sont sept fois plus élevées que le taux de croissance de l'ensemble de l'économie, qui est de 3%.

## BOMBARDIER

### Commande française de 394 M\$

MONTRÉAL (PC) — Bombardier Transport a reçu de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) une nouvelle commande de 73 Autorails Grande Capacité (AGC), d'une valeur de quelque 394 millions \$, a fait savoir hier la société montréalaise.

Les rames devraient être livrées entre novembre 2006 et novembre 2007, a ajouté par voie de communiqué le constructeur, précisant qu'il produirait les AGC à son usine française de Crespin, dans le département du Nord.

Cette commande fait suite au marché passé avec la SNCF, en décembre 2001, qui porte sur la fourniture de 500 rames AGC. Dès cette date, une première tranche de 192 AGC avait été signée. La commande supplémentaire porte à 265 rames le nombre des AGC faisant l'objet de commandes fermes de la SNCF.

« Cette annonce vient confirmer la montée en puissance du contrat AGC signé en décembre 2001. Bombardier est fier de la confiance que lui témoigne une nouvelle fois la SNCF », a affirmé Jacques Lamotte, vice-président exécutif de Bombardier Transport.

LAGC est disponible en plusieurs versions, la capacité des trains pouvant varier de 160 à 220 places, selon le nombre de caisses. La motorisation peut être de type diesel, électrique ou encore hybride (diesel et électrique). LAGC peut circuler à une vitesse de 160 km/h.

En France, Bombardier Transport, filiale de Bombardier Inc., développe ses activités à partir de l'usine de Crespin (plus de 1800 employés). Sur le marché français, le constructeur participe à l'ensemble des programmes de TGV et développe une large gamme de produits destinés aux transports publics, notamment ceux de Paris, Strasbourg, Nantes, Saint-Étienne, Caen et Nancy.

## SNC-Lavalin achète au Texas

HOUSTON (PC) — Le groupe d'ingénierie et de construction SNC-Lavalin a fait l'acquisition de GDS Engineers, une société d'ingénierie établie à Houston, au Texas, comptant 500 employés et générant des revenus annuels d'environ 50 millions \$, a-t-il fait savoir lundi.

Les clauses financières de la transaction n'ont pas été rendues publiques. GDS Engineers offre ses services dans les secteurs du raffinage et des industries chimiques et pétrochimiques. Ces services comprennent les études techniques détaillées, l'approvisionnement et la gestion de la construction.

« Avec nos activités de Houston, cette acquisition nous assure une présence vitale et importante au cœur du secteur du pétrole et des produits chimiques des États-Unis », a déclaré par voie de communiqué Krish Krishnamoorthy, vice-président directeur en charge du secteur

des produits chimiques et du pétrole chez SNC-Lavalin.

« Cette acquisition concorde avec notre stratégie qui consiste à faire de Houston une plaque tournante pour notre clientèle et un point central de nos activités mondiales dans le domaine du pétrole et du gaz », a-t-il ajouté.

### GDS ENGINEERS

Fondée à Houston, au début des années 1950, la société GDS Engineers, qui gère ses activités à partir de bureaux à Houston, Texas City et Baytown, au Texas, détient plusieurs contrats de service avec de grandes sociétés pétrolières et gazières.

SNC-Lavalin est l'un des plus importants groupes d'ingénierie et de construction au monde. La société emploie plus de 15 000 personnes au Canada, aux États-Unis et dans une trentaine d'autres pays partout au monde.



Pierre Pettigrew est à Washington.

## BOIS D'ŒUVRE Pettigrew songe à imposer une taxe

OTTAWA (PC) — Le ministre du Commerce international Pierre Pettigrew envisage d'accepter des taxes sur l'exportation du bois d'œuvre canadien afin d'offrir un répit temporaire à la longue dispute qui sévit entre le Canada et les États-Unis. « Je pourrais accepter, même si cela ne m'enchant pas », a indiqué M. Pettigrew à la sortie de la Chambre des communes, hier.

Il a insisté sur le fait que toute taxe sur l'exportation imposée par Ottawa ne serait qu'une mesure temporaire. Le but ultime du Canada est d'arriver à un libre-échange pour l'industrie du bois d'œuvre.

### ENCORE DEUX ANS

Le ministre n'acceptera pas d'abandonner la longue lutte que le Canada mène auprès de l'AENA et de l'OMC pour faire abolir les taxes imposées par les États-Unis sur le bois d'œuvre. « Nous sommes très contents des résultats que nous avons déjà eus », a déclaré M. Pettigrew. Cependant, il a reconnu qu'il faudrait attendre encore deux ans avant de conclure cette affaire.

Des syndicats en foresterie de la Colombie-Britannique, des entreprises et des politiciens souhaitent une solution immédiate à cette crise. Ils suggèrent qu'Ottawa lève ses propres taxes d'exportation et qu'en échange, les Américains abandonnent les taxes qu'ils ont imposées sur le bois d'œuvre.

Hier, le ministre du Commerce international se préparait à partir pour Washington où il prononcera un discours devant la Chambre de commerce des États-Unis et rencontrera des représentants américains, dont le secrétaire du Commerce, Donald Evans.

## INDIANA

### Canam Manac ferme une usine

134 employés font les frais de la restructuration des activités de production

POINT OF ROCKS, Maryland (PC) — Canam Steel Corporation, filiale à part entière de la société québécoise Groupe Canam Manac inc., a annoncé hier la fermeture de son usine de poutrelles d'acier de Lafayette, dans l'Indiana, et la mise à pied de 134 employés.

L'entreprise, qui a expliqué vouloir desservir plus efficacement le marché de la poutrelle d'acier du Midwest américain, entend concentrer ses activités de production à ses usines de Columbus (Ohio) et Washington (Missouri).

L'usine de Lafayette fermera ses portes le 4 avril. Toutefois, la production y a cessé hier.

« La baisse des commandes découlant du ralentissement économique actuel, combinée à la surcapacité de production dans la région du Midwest expliquent cette décision. De plus, les deux autres usines de Canam Steel Corporation sont les plus modernes de la compagnie dans la région », a indiqué le Groupe Canam Manac par voie de communiqué.

Canam Steel Corporation, dont le siège social est situé à Point of Rocks, dans le Maryland, est le deuxième plus important producteur de solives métalliques aux États-Unis. La société avait fait l'acquisition de l'usine de Lafayette, en 1988, de Steel Joist of Indiana, Inc.

Le Groupe Canam Manac, qui a son siège social à Saint-Georges, en Beauce, est une société industrielle spécialisée dans la fabrication de composantes métalliques, de semi-remorques et d'équipements forestiers. L'entreprise, dont les ventes ont atteint plus de 1 milliard \$ en 2001, exploite 21 usines au Canada, aux États-Unis, au Mexique et en France. Elle emploie près de 5000 personnes.

L'entreprise exploite 21 usines et emploie 5000 personnes

## Michel Desbiens déménage chez Quebecor World

L'imprimeur déclare un bénéfice plus faible que prévu

MARIE TISON  
Presse Canadienne

MONTRÉAL (PC) — L'ancien président et chef de la direction de Donohue, Michel Desbiens, est devenu le chef de la direction de Quebecor World.

Il a invité celui qui l'avait épaulé à la tête de la société de pâtes et papiers, Claude Hélie, à le rejoindre en tant que chef de la direction financière de Quebecor World.

M. Hélie avait été vice-président et chef de la direction financière de Donohue, une filiale de Quebecor, jusqu'à sa vente à Abitibi-consolidated, en 2000. Il était depuis vice-président exécutif et chef de la direction financière de Quebecor.

« Michel Desbiens et Claude Hélie ont formé une équipe hautement considérée lorsqu'ils orchestrèrent la fantastique croissance de Donohue, a commenté le président du conseil d'administration de Quebecor World, Brian Mulroney, dans un communiqué émis hier. La réunion de leurs talents permettra à Quebecor World de poursuivre sa croissance et d'offrir à tous nos actionnaires un rendement supérieur. »

C'est en novembre dernier que Quebecor World a annoncé le départ de M. Cavell et du vice-président exécutif et chef de la direction financière, Christian Paupe. L'entreprise avait alors donné un bon signal sur ses intentions, en



Michel Desbiens arrive de Donohue.

nommant M. Desbiens au poste nouvellement créé de chef de la direction aux opérations internationales. M. Cavell a accepté de demeurer au sein de Quebecor World en tant que vice-président du conseil d'administration.

### RÉSULTATS

Quebecor World a fait cette annonce hier alors même qu'elle rendait publics des résultats positifs pour le quatrième trimestre et l'ensemble de l'exercice 2002.

Tel que prévu par la direction, l'entreprise avait enregistré une baisse des revenus et des bénéfices au cours de la première moitié de l'exercice 2002.

Les choses se sont toutefois améliorées au cours des derniers six mois, notamment au quatrième trimestre.

Par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, les revenus ont augmenté de 5%, passant de 1,6 milliard \$ à 1,7 milliard \$.

Les dépenses de réorganisation, qui avaient été de 270 millions \$ au quatrième trimestre de 2001, se sont limitées à 19,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2002.

Ce dernier montant comprend des coûts liés à la réduction d'effectifs, une réduction annoncée en début d'exercice, et la radiation d'un investissement dans une entreprise de reproduction de cédédroms dans l'État de Washington, Q-Media.

Ainsi, la perte nette de 154,1 millions \$ au quatrième trimestre de 2001 s'est transformée en bénéfice net de 70,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2002.

Pour l'ensemble de l'exercice, les revenus de Quebecor World ont diminué de 1%, passant de 6,3 milliards \$ à 6,2 milliards \$.

Le bénéfice net a cependant décuplé, passant de 22,4 millions \$ à 279,3 millions \$, soit 1,76 \$ par action.

« Ces résultats ont été obtenus malgré la tension exercée sur les prix par la conjoncture défavorable et la capacité de production excédentaire de l'industrie, a déclaré M. Cavell par voie de communiqué. Nous nous attendons à ce que ces conditions se maintiennent en 2003, ce qui nécessitera de maintenir l'accent sur la compression des coûts. »

L'action de Quebecor World a perdu 0,32 \$ hier pour clôturer à 35,78 \$.

## Athlete's Foot débarque

MONTRÉAL — Le plus grand détaillant franchiseur de la chaussure athlétique au monde, Athlete's Foot, annonce son arrivée au Canada. Le groupe d'Atlanta ouvrira cinq magasins à Calgary, dès le printemps, et planifie de s'installer au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Athlete's Foot possède 700 magasins dans 40 pays. (PC)

**3 FOIS RIEN**

0\$ paiement avant un an  
0\$ paiement pendant trois mois et 0% d'intérêt  
Partez sans payer en location

VENTURE 2003

	Comptant	Mensualités*
	0\$	336\$
	1735\$	299\$
	3679\$	258\$

\* Location: 48 mois ou 80 000 km. Transport et préparation inclus. Taxes en sus.

**MARLIN**  
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.  
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)  
**688-1212**

Département des ventes OUVERT du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h.



### AVIS DE NOMINATION

Le président de GPC Canada, James Roche, est heureux d'annoncer trois nominations à son bureau de Montréal. Patrice Ryan est nommé au poste de vice-président et directeur général des bureaux de GPC au Québec. GPC annonce également la promotion de Paule Genest, au poste de vice-présidente associée. Enfin, GPC salue le retour de Ronald Veilleux à titre de conseiller principal.

Pour M. Ryan, il s'agit d'un second début, puisqu'il avait entrepris avec GPC sa carrière en affaires publiques. M. Ryan a par la suite bonifié son expérience dans le secteur, agissant à titre de gestionnaire de comptes au sein d'une autre firme et, plus tard, à titre de dirigeant du département d'affaires publiques chez Bombardier Aéronautique.

Mme Genest dirige la pratique des Communications de GPC au Québec. Avant de se joindre à GPC, elle a dirigé sa propre agence de relations publiques, co-fondé l'événement de réputation internationale d'art pyro-musical en Outaouais et a été directrice des communications chez Réno-Dépôt.

Ronald Veilleux effectue lui aussi un retour chez GPC, dont il a été président pour le Canada entre 1999 et 2002. Il avait également dirigé le bureau d'Ottawa de GPC entre 1998 et 2000. Il apporte à notre équipe plus de trente années d'expérience comme cadre supérieur tant dans le secteur privé qu'au sein du gouvernement fédéral.

GPC International est une entreprise de consultation stratégique en affaires publiques et en communication d'envergure mondiale exploitant un réseau de 78 bureaux — qui lui appartiennent en propre ou qui lui sont affiliés — dans une vingtaine de pays. GPC et Fleishman-Hillard, son partenaire, sont des leaders qui savent obtenir les résultats auxquels s'attendent leurs clients. Au Canada, GPC est le cabinet par excellence en affaires publiques et en communication, comptant plus de 125 employés à l'œuvre dans huit bureaux partout au pays.

GPC International 2001, rue University, bureau 1900  
Montréal, QC H3A 2A6 Tél. : (514) 282-1100

Le stock de L'Aventurier désiré

MONTRÉAL — Le Groupe Forzani-Sports Experts, de Calgary, et La Cordée-Plein Air, de Montréal, manifestent un certain intérêt pour les stocks de L'Aventurier. Mais aucun des deux ne veut racheter les 6 magasins mis en vente la semaine dernière par l'entreprise de Chicoutimi, qui fabrique les vêtements Chlorophylle.



ARCHIVES LE SOLEIL

La production d'électricité en hausse au Canada

MONTRÉAL — La production nette d'électricité au Canada a connu une hausse de 2,4% en novembre dernier, comparativement à la même période en 2001. C'est ce que révèle Statistique Canada.

Corel: perte de 27,8M\$US

OTTAWA — Corel Corp. a enregistré des pertes nettes de 27,8 millions \$US, lors du quatrième trimestre de l'exercice 2002. Ce résultat, trois fois plus élevé que celui observé lors de la période correspondante un an plus tôt.

WorldCom coupe 5000 postes

CLINTON, Mississippi — Le géant américain en faillite des télécommunications WorldCom Inc. a annoncé hier un plan de licenciements qui porte sur 5000 postes supplémentaires, soit 8% de son personnel.

Moody's charmée par Montréal

MONTRÉAL — Bien que la cote de crédit de Montréal reste fixe à A2, la firme de notation Moody's a fait passer hier de « stables » à « positives » les perspectives de la nouvelle ville en raison du succès de sa fusion et du potentiel d'amélioration de ses finances et de sa dette à court terme.

FUSIONS BANCAIRES Les règles doivent être clarifiées

OTTAWA — Les députés fédéraux se doivent de préciser quelles sont les règles relatives aux fusions des cinq grandes banques canadiennes s'ils ne veulent pas courir le risque de nuire à leur croissance.

US Airways en eau trouble

ARLINGTON, Virginie — US Airways a annoncé hier la deuxième plus lourde perte nette du secteur aérien américain pour le quatrième trimestre, le ralentissement de la demande et les pressions sur les coûts ayant pesé sur ses comptes.

ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Nouvelles permissions à demander

Si Québec verse 50% du budget, il devra donner son accord avant que le fédéral soit sollicité

ANNIE MORIN AMorin@lesoleil.com

Les organismes à but non lucratif financés à plus de 50% par le provincial et le municipal doivent désormais obtenir le OK du gouvernement du Québec avant de boucler leur budget avec l'argent d'Ottawa.

La Loi sur le ministère du Conseil exécutif obligeait déjà les sociétés d'État, les municipalités, les communautés métropolitaines et les commissions scolaires à demander la permission au ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes — ou un décret au Conseil des ministres — avant de conclure une entente avec le gouvernement fédéral.

« La loi n'est pas là pour empêcher d'aller chercher du financement, mais bien pour assurer le respect des compétences du Québec »

Mais voilà que des modifications adoptées dans l'indifférence, en décembre, étendent doublement la portée de cette loi et multiplient du coup le nombre d'autorisations à être accordées par Québec.

D'une part, la définition d'organisme public québécois est élargie; il faut désormais additionner les contributions versées par le provincial et le municipal pour déterminer si un organisme est soumis à la Loi. Dès que la somme dépasse 50%, c'est le cas.

D'autre part, la Loi s'adresse maintenant à tous les organismes publics créés par le fédéral, y compris ses fondations et ses sociétés qu'il qualifie d'indépendantes. Pensons par exemple à la Fondation canadienne des bourses du millénaire, à la Fondation pour l'innovation ou aux Sociétés d'aide au développement de la collectivité (SADC).

Au Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, on ne peut pas dire combien d'organismes sont visés par ces précisions et combien d'autorisations et de décrets supplémentaires elles commanderont.

« MESSAGE CLAIR »

Lors de leur adoption, le ministre délégué Jean-Pierre Charbonneau avait d'ailleurs évité d'aborder les considérations techniques pour insister sur le principe. Il s'était réjoui « d'envoyer un signal clair au gouvernement fédéral pour qu'il respecte les compétences du Québec et l'intégrité de ses institutions ».

Selon Marie-Claude Lavigne, l'attachée de presse du secrétaire d'État responsable de Développement économique Canada, Claude Drouin, ces changements compliquent toutefois les interventions du fédéral en matière de développement économique.

« Pour remplir notre mandat, notre outil principal, c'est la contribution aux organismes à but non lucratif. (...) On a un peu l'impression de perdre cet outil. Les gens dans les organismes sont inquiets aussi. Ils craignent d'échapper une partie de leur financement », explique M<sup>me</sup> Lavigne, qui admet ne pas être en mesure de chiffrer « l'ampleur des dommages ».

Québec regroupe ses appels d'offres

Transaction de 18,9M\$ pour CGI

(PC) — Les quelque 10 milliards \$ de contrats accordés chaque année par les ministères et organismes du gouvernement québécois seront regroupés, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2004, sur un même site Internet d'appel d'offres.

Quelque 10 MM \$ de contrats accordés chaque année

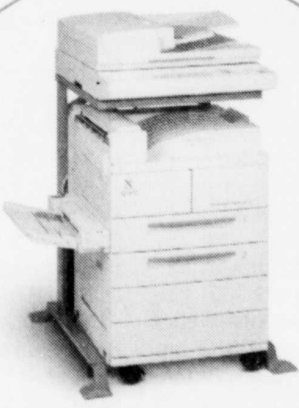
La firme de service-conseil CGI a obtenu du Conseil du Trésor le mandat de développer et mettre en place ce système électronique d'appel d'offres. Ce contrat, estimé à 18,9 millions \$ sur cinq ans, stipule que CGI aura la responsabilité de développer et d'exploiter le système pour le compte du gouvernement québécois.

Cela comprend son hébergement, l'impression et la distribution des documents d'appel d'offres ainsi que le soutien aux utilisateurs par le biais d'un centre d'appels. Les méthodes de paiement électronique en ligne développées par le Mouvement Desjardins seront elles aussi mises à profit.

Le nouveau système remplacera le système MERX, qui est actuellement utilisé par le gouvernement du Québec. Au Conseil du Trésor, on dit espérer que ce « guichet unique » favorisera une plus grande concurrence entre les fournisseurs et accroisse les possibilités d'économies.

POUR 99 \$ PAR MOIS AVEC VERSEMENT INITIAL VOUS POUVEZ MAINTENANT OBTENIR UN COPIEUR NUMÉRIQUE AVEC DES FONCTIONS QUI VALENT BEAUCOUP PLUS.

99 \$ PAR MOIS UNE EXCLUSIVITÉ XEROX



LE DOCUMENT CENTRE™ 4200C DE XEROX

- VITESSE XEROX: 20 PPM
POLYVALENCE XEROX: RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT, JUSQU'À 400 %
TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE XEROX: COPIEUR RECTO VERSO AUTOMATIQUE NUMÉRIQUE
COMMODITÉ XEROX: DEUX MAGASINS PAPIER DE 500 FEUILLES
SIMPLICITÉ XEROX: CHARGEUR AUTOMATIQUE DE DOCUMENTS
GARANTIE DE SATISFACTION TOTALE XEROX

Pour seulement 99 \$ par mois\* vous pouvez passer de votre vieux copieur analogique à la vitesse et à la fiabilité d'un copieur numérique Xerox, comportant moins de pièces mobiles et plus de fonctions pratiques. Ne ratez pas cette offre de location! Appelez-nous dès aujourd'hui.

COMPOSEZ MAINTENANT LE 1 800 275-XEROX, poste 1501

\*Contrat de location de 66 mois. Avec versement initial de 999 \$ et paiements trimestriels de 297 \$. Applicable aux nouveaux contrats de location conclus après le 17 janvier 2003.

LES GENS DE DOCUMENTS XEROX

4% Payez plus vite! Hypothèque à taux variable: taux préférentiel - 1/2% L'HYPOTHÈQUE SIMPLIFIÉE » 1 866 BLC-2088 BANQUE LAURENTIENNE

\*Une réduction de 0,50 % (P - 1/2 %) sera appliquée au taux préférentiel de la Banque Laurentienne du Canada (BLC). Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) serait de 4,00% basé sur un prêt de 100 000 \$, amorti sur 25 ans avec un terme de 5 ans. Le TAC suppose un taux préférentiel BLC de 4,5 % (taux en vigueur au 24 janvier 2003) pour toute la durée du prêt. Le taux d'intérêt applicable selon les fluctuations du taux préférentiel de la BLC pendant la durée du prêt. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre et est sous réserve d'approbation du crédit par la Banque.

Table listing various stock tickers and their corresponding values, including Acq Sys, Ad opt, Adl vis, etc.



Fonds communs de placement

Prix de fonds de placement... Fonds communs de placement de l'Ontario

Table listing various investment funds with columns for fund name, ticker, and performance metrics.

Table listing various investment funds with columns for fund name, ticker, and performance metrics.

Table listing various investment funds with columns for fund name, ticker, and performance metrics.

MEMBRES DE L'IFPC

Table listing members of the IFPC with columns for name, address, and contact information.

MEMBRES DE L'IFPC

Table listing members of the IFPC with columns for name, address, and contact information.

MEMBRES DE L'IFPC

Table listing members of the IFPC with columns for name, address, and contact information.

Yvan Drozin pour la performance

687-3211 REMAX COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ



www.yvandrouin.com

Table listing various investment funds with columns for fund name, ticker, and performance metrics.

Ventes

Table listing various companies and their stock prices under the 'Ventes' section.

NASDAQ

Table listing various companies and their stock prices under the 'NASDAQ' section.

Raz

Table listing various companies and their stock prices under the 'Raz' section.

# Décès & Avis

**BERNIER, Priscille** Lord, L'Islet-sur-Mer  
**BERTRAND, Soeur Fleur-Angé**, Pont-Rouge  
**CADORET, Germaine** Gosselin  
**CHAREST, Antoine**, St-Germain de Kamouraska  
**CLOUTIER, Marthe** Caron, Québec  
**COLLIN, Judith** Boulay, Sept-Îles  
**CÔTE, Gaston**, Sainte-Foy  
**COUTURIER, Lucien**, Lauzon  
**CRÉPAULT, Jacqueline** Paquet, Beauport  
**GARDNER, Aline**, Plessisville  
**MONTMINY, Denis**, Beauport  
**NOËL, Robert**, Sainte-Foy  
**TREMBLAY, Louise**, Saint-Romuald



**Priscille Lord Bernier**

«Elle a vécu sa maladie de la même manière que les autres moments de sa vie, avec générosité et dévouement à l'égard des siens. Elle aura été pour ses proches un exemple de courage et de beauté de la vie.»

À l'Hôtel-Dieu de Montmagny le 31 janvier 2003, à l'âge de 53 ans est partie madame Priscille Lord, épouse de monsieur Marcel Bernier. Elle demeurait à L'Islet-sur-Mer. Elle laisse dans le deuil, outre son époux Marcel, ses deux fils adorés: Dave et Francis; ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs: Ginette, Nicole (Denis Fortin), Colette (Serge Rousset), Rachel (Pierre Harvey), Nicole Poitras (feu Bruno); de la famille Bernier: sa belle-mère Thérèse Bernier (feu Wilfrid Bernier), Gilles, Nancy (Jean-Claude Lamarre), ses neveux et nièces: Stéphane (Isabelle Bélanger) et Jonathan Caron (Naïka Toungny), leur père Laurent Caron; sa filleule Mélissa Fortin, Katerine Fortin, Marika Lord, Peggy et Maggy Lord, Serge Bernier (Nathalie Pelletier), Maxime Bernier, Patrick Duval (Isabelle Chouinard) et Yannick Bernier; sans oublier ses deux confidentes: Lise Caron et Nicole Couillard.

Elle laisse également ses compagnons et compagnons de travail depuis 30 ans du Ministère des Transports de St-Jean-Port-Joli. Les membres de sa famille accueilleront parents et ami(e)s à la résidence funéraire

**DE LA DURANTAYE**  
 39, des Pionniers Est, L'Islet  
 vendredi de 19h à 21h; samedi, jour des funérailles, à compter de 9h30. Le service religieux sera célébré le samedi 8 février à 11h, en l'église Notre-Dame de Bonsecours de L'Islet et de là au crématorium.

Pour renseignements et messages de sympathie:  
**MAISON FUNÉRAIRE DE LA DURANTAYE**  
 (418) 247-5571  
 sans frais: 1-877-598-3093  
 télécopieur: (418) 246-5115



**Bertrand Soeur Fleur-Angé**  
 1932 - 2003

À la Maison provinciale des Soeurs de la charité de St-Louis à Pont-Rouge, le dimanche 2 février 2003, à l'âge de 70 ans, dont 44 ans de vie religieuse, est décédée Sr Fleur-Angé Bertrand (Lucie-de-Jésus), native de la paroisse St-Alban de Portneuf. Elle était la fille de feu M. Antoine Bertrand et de feu dame Rose-Alma Cauchon. Soeur Fleur-Angé est exposée le mardi 4 février de 14h à 21h et le mercredi 5 février à 12h30 à la

résidence des Soeurs de la Charité de St-Louis  
 189 rue Dupont  
 Pont-Rouge

Les funérailles auront lieu le mercredi 5 février à 14h, en l'église de Pont-Rouge et l'inhumation se fera au cimetière paroissial, sous la direction de la résidence funéraire

**CLAUDE CHAREST LTÉE**  
 247, rue Dupont  
 Pont-Rouge  
 téléphone: 873-2542  
 télécopieur: 873-2913  
 courriel: rfc@globetrotter.net

Elle laisse dans le deuil, outre les membres de sa famille religieuse, sa soeur Mme Roselle Bertrand (Albert Lafleche); sa demoiselle Mlle Juliette Charest; sa tante Mme Blanche Leboeuf (feu M. Ernest Bertrand); des neveux, nièces, cousins, cousines, ami(e)s et connaissances, dont Mme Bertha Perron et Mme Clotilde Delisle.

Claude Charest, propriétaire, diplômé du collège de Rosemont en thanatologie

**Nous compatissons à votre deuil et vous offrons nos condoléances**

**LE SOLEIL**



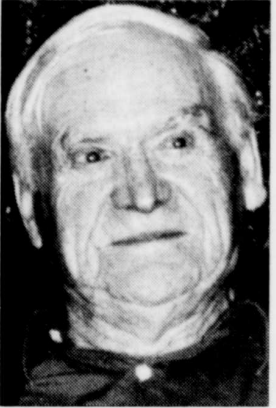
**Germaine Gosselin Cadoret**

À la Villa St-Jean, le 2 février 2003, est décédée dans la sérénité et entourée de l'amour de ses enfants dame Germaine Gosselin Cadoret, épouse de feu M. Phydime Cadoret. Elle était âgée de 91 ans et 2 mois.

Elle laisse dans le deuil, ses enfants, Jean-Guy (Louise Bourgault), Paul-André (Lise Lebrun) Normand (Gaétane Bélanger), Liliane (Jacques Gosselin) Raymond (Raymonde Roy), Yvon (Claudette Lapointe), Roger (Ghislain Lapointe), et Nicole (Normand Cerutti), sa soeur Lidvine Gosselin, ainsi que 22 petits-enfants et 25 arrière-petits-enfants. Elle laisse aussi dans le deuil plusieurs neveux, nièces et un grand nombre d'amis (es). La famille recevra les condoléances au funérarium

**CLAUDE MARCOUX LTÉE**  
 2100, Chemin du Sault  
 St-Romuald  
 mercredi de 14h à 17h et de 19h à 22h ainsi que jeudi à compter de 9h. Le service religieux sera célébré le jeudi 6 février 2003 à 11h à l'église de St-Jean Chrysostome. Un merci très spécial à la Villa St-Jean pour les très bons soins prodigués lors de son séjour parmi eux.

Pour renseignements : 839-8823  
 Télécopieur : 839-0016  
 Courriel : cmarcoux@videotron.ca



**Antoine Charest**  
 1915 - 2003

À l'hôpital Notre-Dame de Fatima de La Pocatière, le 2 février 2003, est décédé à l'âge de 87 ans et 7 mois, M. Antoine Charest, époux de dame Noëlla Beaulieu. Les membres de la famille recevront les condoléances à la résidence funéraire

**DANIEL CARON**  
 353, av. Chapleau, Saint-Pascal  
 mardi de 19h à 22h et mercredi de 12h à 13h45. Le service religieux sera célébré le mercredi 5 février 2003 à 14h, en l'église de Saint-Germain, suivi de l'inhumation au cimetière paroissial.

Elle laisse dans le deuil son épouse, dame Noëlla Beaulieu; ses enfants: Christian (Ursule Landry), Diane (Salam Yazbeck), Marjolaine (Michel Bergeron), Mario (Jocelyne Larance), Carolyne (Alain Bossé); ses petits-enfants: Mélanie et Guillaume Charest, Tania, Karine, Mona Yasbeck, Mathieu et François Bergeron, Sabrina et Cindy Charest, Marylou et Dominick Bossé; ses sœurs et frères: feu Marie-Paule Charest (Joseph Charest), Thérèse Charest (feu Gilbert Dubé), Cécile Charest (Maurice Lévesque), soeur Estelle Charest, c.n.d., Eliane Charest (Alphonse Beaulieu), Paul-Émile Charest (Denise Charest), Jean-Marie Charest (Marthe St-Onge), Narcisse Charest (Lucille Roy); ses beaux-frères et belles-sœurs de la famille Beaulieu: Rosy Beaulieu (feu Joseph Bélanger), Lucia Beaulieu (Georges Jeffrey), Clément Beaulieu (Monique Pelletier), Lorraine Beaulieu (Raymond Morin), Yvette Beaulieu (feu Jean-Paul Guérin), Bibiane Potvin (feu Jean-Charles Beaulieu), Roland Bouchard (feu Thérèse Beaulieu), plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et ami(e)s. La famille remercie le personnel de l'hôpital Notre-Dame-de-Fatima pour leurs soins exceptionnels prodigués avec attention et délicatesse.

Pour renseignements: (418) 492-2222  
 télécopieur (418) 492-7385  
 courriel: rfcaron@globetrotter.net



**Marthe Caron-Cloutier**

À Centre hospitalier Chauveau, le 2 février 2003, à l'âge de 75 ans, est décédée, entourée de ses enfants, madame Marthe Caron-Cloutier, épouse de monsieur Donat Cloutier. Elle demeurait à Québec. La famille recevra les condoléances au

**COMPLEXE FUNÉRAIRE DU PARC COMMÉMORATIF LA SOUVENANCE**  
 (2e édifice), 301, rang Ste-Anne  
 (coin rte de l'Aéroport)  
 Quartier Laurentien, Sainte-Foy  
 le mercredi 5 janvier 2003 de 13h à 14h. Une liturgie de la parole sera célébrée le mercredi 5 février 2003 à 14h, en la chapelle du Parc Commémoratif La Souvenance.

Outre son époux, Donat Cloutier, elle laisse dans le deuil ses enfants: Yvette (René Daigle), Marjolaine (René Rouleau), Lynda (Guy Bélanger), Jean-Guy (Réjeanne Roy), Martine (Richard Donnelly) et ses petits-enfants: Benoît-Olivier, Nicolas, Julia-Maude, Ghislain, Jonathan et Dave. Elle laisse également derrière elle, ses sœurs: Joséphine (Maurice Beaulieu), Jeanne, Yolande (Lucien Dionne) et Régine (Gilles Pelletier); ses belles-sœurs et beaux-frères ainsi que de nombreux neveux et nièces, cousins et cousines. La famille tient à remercier le personnel infirmier de l'unité de soins palliatifs du Centre hospitalier Chauveau pour la délicatesse et l'attention portées lors des soins prodigués à notre maman. Prière de faire parvenir vos dons à la Fondation

du Centre Hospitalier Chauveau au 29, rue de l'Hôpital, Loretteville, Québec, G2A 2T7, téléphone: 842-3651.

Pour renseignements : 529-3371  
 Télécopieur : 529-9506  
 Courriel : lc@lepinecloutier.com  
 Site web : www.lepinecloutier.com  
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec



**Judith Boulay Collin**

À CHSLD de Montmagny, le 1er février 2003, à l'âge de 90 ans, est décédée dame Judith Boulay, épouse de feu M. Henri Collin. Elle demeurait à Sept-Îles et autrefois à Montmagny. La famille recevra les condoléances à la maison funéraire

**LAURENT NORMAND INC.**  
 115, rue St-Louis, Montmagny  
 mardi de 19h à 22h et mercredi, jour des funérailles, à compter de 9h. Le service religieux sera célébré le mercredi 5 février 2003 à 11h en l'église St-Thomas de Montmagny, suivi de l'inhumation au cimetière de Montmagny.

Elle laisse dans le deuil ses enfants: René, Gerald (feu Jeanne Bélanger), Micheline (Vézina), Marcel (Aimée Turbis), Rolande (Judith Thériault); ses petits-enfants: Annie, Rémi, Caroline, Michel, André, Eric et Sylvie; plusieurs arrière-petits-enfants; sa belle-soeur Mme Fernande Lynch (feu Gérard Boulay) de Drummondville; ainsi que ses neveux et nièces, parents et ami(e)s. La direction des funérailles a été confiée à la maison

**LAURENT NORMAND INC.**  
 115, rue St-Louis, Montmagny  
 Pour renseignements: 248-0545  
 sans frais: 1-888-248-0545  
 Télécopieur: 418-248-2621  
 Courriel: inormand@globetrotter.net  
 Membre de la Corporation des thanatologues du Québec

**Gaston Côté**

À l'hôpital Laval, le 31 janvier 2003, à l'âge de 88 ans, est décédé monsieur Gaston Côté. Il était l'époux de madame Marie-Paule (Paulette) Cantin, et le fils de feu Léon Côté et de feu Eugénie St-Michel. Il demeurait à Sainte-Foy. Il ne sera pas exposé. La famille recevra les condoléances à l'église une heure avant la cérémonie. Le service religieux sera célébré, en présence des cendres, le mercredi 5 février 2003, à 11h, en l'église St-Yves, 2470, rue Triquet, Ste-Foy, et de là au cimetière Belmont.

Elle laisse dans le deuil, outre son épouse bien-aimée, ses enfants: Jean-Pierre (Sylvie Tremblay), François (Danielle Bédard), Isabelle (Pierre Caouette); ses petits-enfants: Gabrielle, Antoine, Elliot, Catherine; ses sœurs: Charlotte Côté Paradis et Gabrielle Côté Fiset; ses beaux-frères: Gérard Delage, Marcel Cantin (Catherine Kelley); sa belle-soeur Jeannine Rondeau; ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et de nombreux amis. Les gens qui le désirent peuvent faire un don à la Fondation de l'hôpital Laval, 2725, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy, G1V 4G5 ou par des offrandes de messes. Pour renseignements:

**COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DU PLATEAU**  
 693, Nérée-Tremblay, Sainte-Foy  
 Téléphone: 688-2411 Télécopieur: 688-2414  
 Courriel: residencefuneraire@plateau.com



**Lucien Couturier**

À Pavillon Bellevue, à Lauzon, le 2 février 2003, à l'âge de 78 ans, est décédé M. Lucien Couturier, époux de dame Liliane Fournier. Il demeurait à Lauzon. Outre son épouse, il laisse dans le deuil, ses fils: Alain (Francine Beaudoin), Pierre (Jeannine Guay), Martin (Huguette Langlois), Louis (Marie-Claude Gosselin), ses petits-enfants: Benoit, Nancy, Pier-Luc, Keven et Michaël, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs: Imelda (feu Maurice Amyot), feu Ludger (Denise Ruel), Lucienne (Eugène Langlois), Roger (Bernadette Daudelin), Robert (Juliette Matte), Antonin (Marguerite Gonthier), feu Raymond (Ghislain Gonthier), Yvon (Lise Longpré), Pauline (Robert St-Cyr), Thérèse (Roger Bourgeois), Guy (Clarisse Labonté), Janine (Roger Marois), Jacques (Michelle Beupré), Marguerite Fournier (feu Adrien Samson), Léo Fournier, Pierrette Fournier (feu Raymond Doré), feu Gérard Fournier (Carmelle Samson), Jean-Marc Fournier (Denise Audet), Roger Fournier (Jacqueline Fecteau), ainsi que de nombreux neveux et nièces, autres parents et ami(e)s.

Les témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation Hôtel-Dieu de Lévis, 143, rue Wolfe, Lévis, G6V 3Z1. Le service religieux sera célébré le jeudi, 6 février 2003, à 11h, en l'église Ste-Bernadette (paroisse St-Joseph-de-Lévis), 565, rue St-Joseph, Lévis, où la famille sera présente pour vous accueillir (au sous-sol) une heure avant la cérémonie. La direction des funérailles a été confiée à la maison

**GILBERT & TURGEON LTÉE**  
 Lévis, téléphone: 837-4757  
 Télécopieur: 837-9317  
 Courriel: gilbert@turgeon.qc.ca

« J'trouve tout ce dont j'ai besoin dans Le Soleil. »

**Diane Papillon**  
 L'Ancienne Lorette



**Jacqueline Paquet Crépaud**  
 1920-2003

À la résidence du Fargy, le 2 février 2003, à l'âge de 82 ans et 2 mois, est décédée, entourée de l'amour des siens, dame Jacqueline Paquet, fille de feu M. Philippe Paquet et de feu dame Marie-Jeanne Papillon, épouse de feu monsieur Philippe Crépaud. Elle demeurait à Beauport. Selon ses volontés, elle a été confiée au Parc Commémoratif La Souvenance. La famille recevra les condoléances au Complexe funéraire du

**PARC COMMÉMORATIF LA SOUVENANCE**  
 (2e édifice), 301, rang Ste-Anne  
 (coin rte de l'Aéroport)  
 Quartier Laurentien, Ste-Foy

le jeudi de 10h30 à 11h30. Une liturgie de la parole sera célébrée le jeudi 6 février 2003 à 11h30 en la chapelle du Parc Commémoratif La Souvenance.

Elle laisse dans le deuil, sa fille Danielle; ses petites-filles bien-aimées: Kim Lan, Dan Mai, leur père Tung Lê, ainsi que les membres de sa famille: son frère, ses sœurs et ses beaux-frères: Clarence, Rita (feu Gérard Gagné), Yolande (feu Marcel Gignac), Gabrielle (Claude Badeau), Diane (Raynald Boucher); ses belles-sœurs de la famille Crépaud: Jeanne (feu Ernest Dumont), Blanche (feu Marcel Tremblay), Jacqueline (Gaston Tremblay), Lucienne (feu Charles-Aimé Bédard); ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et ami(e)s. La famille tient à remercier sincèrement tout le personnel de la résidence du Fargy pour toute l'attention portée et les excellents soins prodigués durant son séjour. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Société de l'Arthrite, 500, Grande-Allée Est, bur. 210, Québec QC G1R 2J7, tél. 692-0220.

Pour renseignements : 871-2372  
 Télécopieur : 871-6965  
 Courriel : lasouvenance@lepinecloutier.com  
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec



**Aline Gardner**

À l'Hôtel Dieu d'Arthabaska, le 2 février 2003 est décédée Mme Aline Gardner à l'âge de 90 ans. Elle était la fille de feu Henry Gardner et de feu Joséphine Huot, native de St-Ferdinand, elle demeure à Québec pendant plusieurs années, et résidait présentement à Plessisville. La défunte repose à la maison funéraire

**FRANÇOIS MARIE ROUSSEAU ET FILS INC**  
 1938 St-Louis, Plessisville G6L 2N5  
 819-362-7380, fax: 819-362-0068

Heures des visites: mardi le 4 février 2003, de 14h à 16h et de 19h à 22h et mercredi jour des funérailles de midi jusqu'au départ du salon à 13h45. Les funérailles auront lieu le mercredi 5 février 2003 à 14h en l'église de St-Calixte de Plessisville et de là au cimetière paroissial Ste-Marguerite d'Youville. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation de votre choix.

La défunte laisse dans le deuil: son frère Maurice Gardner (et son épouse Rolande Turcotte); sa soeur: Jeanne D'Arc (feu Alphonse Laflamme); elle était également la soeur de feu Yvonne (feu Roch Vigneault), feu Jeannette (feu Omer Simoneau), feu Rose-Aimée (feu Alphonse Perreault), feu Fernande (feu Robert Pelletier), feu Roland (feu Rachel Pelletier), ainsi que plusieurs neveux et nièces, cousins, cousines et autres parents et ami(e)s.



**Denis Montminy**

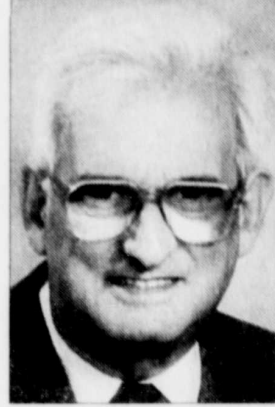
À l'Hôtel-Dieu de Québec, le 1er février 2003, à l'âge de 70 ans, est décédé M. Denis Montminy, époux de dame Marie-Paule Lambert. Il demeurait à Beauport. La famille vous accueillera à

**LA SEIGNEURIE COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE**  
 2450, av. St-Clément, Beauport  
 autoroute de la Capitale, sortie Bourg-Royal #318  
 ce mercredi 5 février 2003, de 14h à 17h et de 19h à 22h, de même que le jeudi 6 février de 12h à 13h30. Les funérailles seront célébrées, ce jeudi 6 février à 14h en l'église de Sainte-Grégoire, 775, rue de l'Éducation, Beauport.

Outre son épouse, Denis laisse dans le deuil sa fille bien-aimée: Nancy Montminy (Yvon Levesque); ses petits-enfants: Pascal et Sandra Levesque; les enfants de son épouse: André-Line Bégin, Yvon Bégin (Nathalie Coulombe), Alain Bégin (Marie-Chantal Côté); ses deux petits-enfants: Dami-Wilhem Bégin; ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs de la famille Montminy: Théophile Montminy (Gaétane Huppé), Fernand Montminy (Rita Baron), Maurice Montminy (Lise Dion), Françoise Montminy (feu Jean Thomassin), Pauline Montminy (Yvan Fiset), Jules Montminy (Noëlla Desruisseaux), Rock Montminy (Suzie Rengud), Eva Montminy (Jean Apesteguy); ses beaux-frères, belles-sœurs de la famille Lambert: feu Armand Lambert (Marcelle

Lefrançois), Robert Lambert (Colette Blouin), Jeannine Lambert (feu Maurice Dusseault), Jean-Guy Lambert (Noëlla Bolvin), Claude Lambert (Lise Giguère), Paul-Émile Lambert (Pierrette Lamontagne), feu Ghyslain Lambert (François Picard), Lise Lambert (René Duclos), Yvon Lambert (Christiane Létourneau), sa «Grand-Mère» adorée Marie-Berthe Desrosiers ainsi que de nombreux, oncles, tantes, neveux, nièces, cousins, cousines, amis et amies. La famille tient à remercier particulièrement le personnel médical et hospitalier du 5e étage du département d'hémodialyse de L'Hôtel-Dieu de Québec, pour l'attention portée et la qualité des soins prodigués. Compenser l'envoi de fleurs par un don à la Fondation canadienne des maladies du rein (section Québec), 1270, chemin Sainte-Foy, bureau 2142, Québec (Québec), G1S 2M1. Des formulaires de dons seront disponibles au salon. Les funérailles sont sous la direction de

**LA SEIGNEURIE COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE**  
 2450, Saint-Clément, Beauport  
 Québec, G1E 1E8  
 Pour renseignements ou messages de sympathie  
 tel.: (418) 663-4735  
 télécopieur (418) 663-2328  
 courriel: complexefuneraire@complexefunerairelaseigneurie.com



**Robert Noël**

À l'hôpital Laval, le 3 février 2003, à l'âge de 80 ans est décédé monsieur Robert Noël, époux de dame Paule Garneau. Il demeurait à Sainte-Foy. Le service religieux sera célébré en présence du corps, le mercredi 5 février 2003 à 14h, en l'église St-Denis, 1100, route de l'Église, Sainte-Foy et de là au cimetière Saint-Charles. La famille recevra les condoléances à l'église, une heure avant la cérémonie.

Elle laisse dans le deuil outre son épouse, ses enfants: Paul, Christian, Richard (Chantal Giasson), Gisèle TomWee; ses petits-enfants: François, Félix-Antoine, Aurélie, Sophie Adam et Robert-André Adam; ses sœurs: Rita (Jean-Marcel Vallée), Annette (feu Roger Savard), Madeleine (Aurèle Martel) ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et ami(e)s. La direction des funérailles a été confiée à la maison funéraire

**LEPINE CLOUTIER LTÉE**  
 1025, route de l'Église, Sainte-Foy  
 Pour renseignements : (418) 529-3371  
 Télécopieur : (418) 529-9506  
 Courriel : lc@lepinecloutier.com  
 Site Web : www.lepinecloutier.com  
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec



**Louise Tremblay**

Le dernier jour de janvier 2003, à sa résidence de St-Romuald, est décédée subitement Louise Tremblay, fille de Béatrice Mathieu et de Arthur (forgeron). Elle est née en 1942 Aux Éboulements. Mère de Catherine McLeod et soeur de Clément. Louise a étudié et fait carrière pendant au-delà de quarante ans chez les Dames Ursulines du Vieux Monastère à Québec.

Elle quitte un oncle, des tantes, plusieurs cousines et cousins, des amies et amis précieux et des centaines d'élèves des Ursulines, auprès de qui elle n'a cessé de faire valoir le français correct. Selon ses volontés ultimes, ses cendres seront déposées dans son village natal.

Pour renseignements  
**RÉSIDENCE FUNÉRAIRE CLAUDE MARCOUX LTÉE**  
 Téléphone : 839-8823, Télécopieur : 839-0016  
 Courriel : cmarcoux@videotron.ca

**740**  
**Faveurs obtenues**

Merci mon Dieu. Dites 9 fois par jour. "Je vous salue Marie", durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le premier concernant les affaires, les deux autres pour l'impossible. Publiez cet article le 9e jour, Merci mon Dieu!  
 G.R.

Remerciement pour faveur obtenue Frère Paul-Émile Martel (Frère Denis) R.M.

**765**  
**Monuments**  
 DU MANUFACTURIER  
**THÉRIAULT & FILS**  
 710, 1ère Ave, Québec, 524-1561

**Un souvenir pour les proches**  
 Faites plastifier l'avis pour seulement 3 \$  
 3 \$ par copie, livré par envoi postal  
**844-4444**  
**LE SOLEIL**

Fonds communs de placement

Table listing various mutual funds with columns for fund name, ticker, and performance metrics.

CHANDLER Le maire croit encore en la survie du port

La venue des croisiéristes serait gage de prospérité

GILLES GAGNÉ Collaboration spéciale

CHANDLER — Le président de la Corporation portuaire de Chandler, le maire Claude Cyr, est confiant en l'avenir du port local même s'il ne fait pas partie du réseau national retenu par Québec.

Ce que M. Cyr craint davantage, c'est que d'interminables négociations entre le propriétaire actuel des installations, le gouvernement fédéral, et le propriétaire pressenti, le gouvernement québécois, prennent un temps déraisonnable qui risque de paralyser des projets d'expansion ou de consolidation des activités portuaires.

En Gaspésie, c'est le port de Gaspé qui a été désigné pour faire partie du réseau national du gouvernement du Québec, même s'il est lui aussi sous contrôle fédéral.

« Le port de Chandler n'est pas une priorité à court, moyen ou long terme pour le gouvernement fédéral, à partir du moment où il s'en départira, Québec est prêt à le prendre sous sa responsabilité. Et le ministre (d'État) aux Transports Jacques Baril est d'accord. Mais il y a des améliorations à apporter, et c'est là le nœud; je crains que les pourparlers s'éternisent », précise le maire Cyr.

AUTOMOBILE Ventes en baisse au Canada

TORONTO — Les trois grands constructeurs automobiles canadiens ont rapporté hier une forte chute des ventes en janvier, se montrant incapables de tenir la cadence affichée tout au long de 2002 grâce aux programmes incitatifs offerts aux acheteurs potentiels.

Concurrent du Viagra

LONDRES — Les laboratoires américains Eli Lilly et Icos ont lancé hier sur les marchés britannique et allemand, avant les États-Unis, une nouvelle pilule contre l'impuissance masculine qui, soutiennent-ils, reste active durant 24 heures alors que le Viagra n'a d'effets potentiels que trois à quatre heures durant.

Obligations

TORONTO (PC) — Les cours ont clôturé à la baisse sur le marché canadien des obligations, hier, au terme d'une séance modérée.

Les obligations à terme de deux ans ont perdu 0,05 %, à 101,185, celles à terme de 10 ans ont reculé de 1,005 %, à 103,555. Les obligations à court terme ont gagné 0,335 %, à 103,555.

Table of bond yields and prices for various maturities and issuers.

Pétroles

NEW YORK (AP) — Hier sur le marché des pétroles, le baril de brut léger saoudien se vendait à 28,88 \$ US, en hausse de 0,01 \$ US.

Bénéfices

La Presse Canadienne Bénéfices de sociétés déclarés hier: Consol. Corp., trois mois clos le 30 novembre 2002, perte nette de 27 794 000 \$.

Advertisement for REER (Registered Education Savings Plan) with a large graphic showing 'Ce numéro sans frais est payant:' and a bar chart of interest rates.

Large advertisement for REER with a bar chart showing interest rates from 2.50% to 7.00% and contact information for Le Soleil.